

AADL 3

CONSTRUCTION IMMINENTE DE 1,4 MILLION DE LOGEMENTS

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8069 MERCREDI 18 DÉCEMBRE 2024
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

EDUCATION

Constat alarmant de la Cour des comptes

Page 2

CAMPAGNE MÉDIATIQUE FRANÇAISE CONTRE L'ALGÉRIE

DÉRIVES, MENSONGES ET LÉGÈRETÉ



Depuis la chute du régime de Bachar Al Assad en Syrie, une campagne médiatique insidieuse est lancée contre l'Algérie. Des journaux et des sites français, marocains et israéliens orchestrent une propagande infâme, mensongère et méprisante contre l'Etat algérien, son peuple et sa souveraineté.

Page 3

DÉPLOIEMENT OPÉRATIONNEL DU E-PAIEMENT

Faïd insiste sur le respect des délais

Page 4

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Quand le silence devient complice

Page 5

KIEV REVENDIQUE L'ASSASSINAT D'UN GÉNÉRAL RUSSE À MOSCOU

Washington derrière les cyberattaques contre la Russie

Page 6

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

AADL 3

Construction imminente de 1,4 million de logements

Le programme AADL 3 devrait être lancé dans les prochains jours, avec le projet de la construction de près de 1,4 million de logements. C'est ce qu'a annoncé, hier, Mohamed Tarek Belaribi, ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, en marge du 8e Congrès arabe du logement à Alger.

M. Belaribi a déclaré que depuis son lancement, en juillet 2024, le programme AADL 3 a déjà enregistré plus de 1,4 million d'inscriptions. Un chiffre impressionnant qui témoigne de l'attente massive de la population vis-à-vis de ce projet. Il a ajouté que les autorités visent à réduire le coût des loyers pour les bénéficiaires, et ce en augmentant la durée de paiement à 30 ans, ce qui permettra de rendre les logements plus accessibles aux souscripteurs.

Le ministre a, en outre, relevé l'importance de l'expérience acquise par l'AADL avec les programmes précédents, AADL 1 et 2. Ces projets ont permis à l'agence de développer un savoir-faire considérable dans la gestion de chantiers d'envergure, tant sur le plan logistique que technique. Il a ajouté que ce savoir-faire sera mis à profit pour mener à bien le programme AADL 3. Un autre élément clé de ce dernier est la volonté de favoriser l'autosuffisance nationale dans le secteur des matériaux de construction.

Ainsi, tous les matériaux utilisés dans le cadre de ce programme seront produits localement, conformément aux directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a décidé de mettre fin aux importations de matériaux de construction cette année. Cette initiative vise à renforcer l'industrie locale, à préserver les ressources nationales et à respecter les normes environnementales. De plus, chaque chantier disposera d'une unité de production locale de PVC pour la fabrication des portes et fenêtres, un substitut au bois, contribuant ainsi à la préservation des ressources naturelles du pays.

Le premier responsable du secteur a également fait savoir que le programme AADL 3 ne se limite pas à une simple construction à grande échelle. Il intègre des normes strictes visant à garantir la qualité, la durabilité et l'efficacité énergétique des bâtiments. L'introduction de matériaux écologiques, l'utilisation de techniques de construction respectueuses de l'environnement et la prise en compte des critères d'efficacité énergétique dans les bâtiments sont des priorités dans ce projet. L'AADL 3 ambitionne ainsi de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, tout en améliorant la qualité de vie des Algériens.



Un chiffre impressionnant.

-DEUX MILLIONS DE LOGEMENTS ENTRE 2024 ET 2029

Par ailleurs, M. Belaribi a tenu à préciser que le lancement du programme AADL 3 s'inscrit dans un projet plus large initié par le président de la République. Lors du lancement du programme quinquennal pour la période 2024-2029, le chef de l'Etat a fixé des objectifs ambitieux pour le secteur de l'habitat, prévoyant la construction de deux millions de logements dans le cadre de différentes formules. Il a affirmé que ce programme vise à répondre aux besoins croissants des citoyens en matière de logement, tout en contribuant à la justice sociale et à l'équité entre les différentes régions du pays. Le programme prévoit ainsi la création de nouveaux pôles urbains, caractérisés par des conceptions innovantes et des infrastructures modernes, alliant modernité et durabilité. Le ministre a précisé que ces pôles ne se limiteront pas à des projets de logement mais seront de véritables systèmes urbains complets, offrant des services de qualité et des espaces de vie raffinés.

Ainsi, le programme prévoit la création de 45 pôles urbains, répartis sur une superficie totale de 33 000 hectares dans 37 wilayas à travers le pays. Ces nouveaux pôles seront aménagés avec des infrastructures modernes et des concepts innovants. Ils ne se limiteront pas à des ensembles résidentiels mais offriront de véritables systèmes urbains intégrés, comprenant des espaces publics, des zones commerciales, des écoles, des établissements de santé et d'autres services essentiels à la qualité de vie des citoyens.

PLATE-FORME DE RÉFLEXION SUR L'URBANISME DURABLE

L'annonce du lancement du programme AADL 3 coïncide avec la tenue du 8e Congrès arabe de l'habitat, qui s'est ouvert, au Centre international de conférences (CIP), à Alger. Sous le thème « L'urbanisme et la construction durables : défis et espoirs prometteurs », ce congrès réunit des experts, des ministres et des représentants d'entreprises du secteur pour discuter des enjeux actuels de l'habitat et de l'urbanisme dans le monde arabe. Organisé par le ministère de l'Habitat, en coordination avec la Ligue arabe, ce congrès se penchera sur des questions essentielles telles que l'urbanisme durable, la qualité de vie dans les villes et les innovations technologiques dans la construction. Il s'inscrit dans le cadre de l'agenda de l'ONU pour le développement durable, avec un focus particulier sur l'objectif 11, qui vise à rendre les villes inclusives, résilientes et durables d'ici à 2030. Les travaux du congrès porteront sur quatre axes principaux : l'urbanisme durable, le logement décent et abordable, les villes durables et la qualité de vie, ainsi que les bâtiments écologiques et les matériaux de construction respectueux de l'environnement. Le congrès sera également marqué par la première réunion ministérielle arabo-chinoise de l'habitat et du développement urbain.

Il convient de noter que lors de la cérémonie de remise des prix des ministres arabes du Logement et de l'Urbanisme, l'Algérie a remporté le 1er prix pour le projet de 169 logements promotionnels avec des équipements intégrés dans la ville de Tipasa. Le 2e prix a été attribué à l'Egypte, tandis que le 3e prix a été partagé entre l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

Sihem Bounabi

EDUCATION

Constat alarmant de la Cour des comptes

DANS son rapport annuel 2024, la Cour des comptes a dressé un constat alarmant sur le système éducatif. Dysfonctionnements généralisés, méthodes pédagogiques inadéquates, infrastructures insuffisantes, autant de failles qui dévoilent les nombreux défis auxquels ce secteur est confronté. Parmi les problèmes identifiés, le non-respect du calendrier scolaire constitue un obstacle majeur, alors que le cadre théorique prévoit 32 semaines d'enseignement par an, ce volume n'est que rarement atteint en pratique. Cela s'explique par des interruptions fréquentes causées par divers facteurs, tels que les grèves et l'absence de continuité dans la gestion du temps scolaire. En comparaison, les systèmes éducatifs des pays voisins garantissent entre 36 et 38 semaines d'enseignement annuelles, plaçant ainsi l'Algérie parmi les systèmes les moins performants.

Ce déficit de temps d'enseignement se reflète dans la qualité des apprentissages, les résultats des élèves en mathématiques, par exemple, sont affectés par une insuffisance dans le nombre d'heures dédiées à cette matière. En Algérie, les élèves du primaire suivent 750 heures annuelles en mathématiques, contre 960 heures en Tunisie et 900 heures en France. Cette différence de 180 à 240 heures compromet la maîtrise de cette discipline fondamentale, selon le même rapport.

Les incohérences relevées dans les programmes scolaires et les manuels reflètent une inadéquation entre les contenus enseignés et les besoins réels des élèves. Les évaluations réalisées par le Conseil des comptes mettent en évidence une approche pédagogique centrée sur la mémorisation, et le « bourrage » de contenus, au détriment de l'acquisition des compétences analytiques et pratiques nécessaires pour résoudre des problèmes complexes.

DES MÉTHODES PÉDAGOGIQUES OBSOLÈTES

Le rapport met également en évidence les lacunes dans les apprentissages linguistiques, bien que les élèves soient capables de lire et de comprendre des textes simples, la majorité d'entre eux échoue à produire des écrits structurés en arabe et en français. Cette incapacité à s'exprimer par écrit constitue un frein majeur, notamment dans l'apprentissage d'autres matières où la langue est un vecteur essentiel de compréhension. Cette faiblesse est d'autant plus préoccupante que l'arabe, en tant que langue principale d'enseignement, devrait être maîtrisée pour garantir une assimilation efficace des autres disciplines, y compris les langues étrangères.

Il a également été relevé que le déficit en enseignants qualifiés, notamment dans l'apprentissage des langues étrangères, aggrave encore les problèmes. En primaire, un enseignant de français est parfois responsable de 90 élèves, un ratio bien au-dessus des normes internationales. Dans les niveaux moyens, un enseignant de français ou d'anglais doit gérer entre 72 et 75 élèves. Pour atteindre un niveau acceptable, le ministère de l'Éducation devrait doubler le nombre d'enseignants actuellement en poste. Le retard dans la généralisation de l'éducation préscolaire a été également pointé du doigt dans le rapport. En 2021, seulement 59% des enfants étaient inscrits dans des structures publiques de maternelle, bien en deçà de l'objectif de 100% fixé pour 2018. Ce retard a eu des répercussions importantes sur l'équité des chances à l'entrée en primaire. Les élèves, ayant suivi un parcours préscolaire, disposent d'un avantage significatif en termes de préparation, tandis que ceux qui n'y ont pas eu accès débutent leur scolarité avec un handicap, ce décalage contribue à l'émergence d'une « école à deux vitesses », exacerbant les inégalités au sein du système éducatif.

LE FLÉAU DES COURS PARTICULIERS

Par ailleurs, la montée en puissance des cours particuliers illustre les insuffisances du système éducatif public. Une enquête universitaire, citée par la cour, révèle que 74,5% des élèves de cinquième année suivent des cours de soutien en français, tandis que 64,6% reçoivent des cours en arabe, et 57,2% en mathématiques. Cette prolifération des cours privés, motivée par des lacunes dans l'enseignement public et la pression sociale pour obtenir de meilleurs résultats, constitue une charge financière importante pour les familles et creuse davantage les inégalités.

En outre, l'état des infrastructures scolaires est également préoccupant. Selon le rapport, parmi 304 écoles inspectées, une majorité accuse des manques criants. Ainsi 267 établissements sont dépourvus de salles informatiques, 283 n'ont pas de bibliothèque, 177 manquent d'installations sportives et 81 sont dépourvues de cantine scolaire. Cette situation s'explique par un sous-financement chronique et une mauvaise allocation des ressources. Le manque de structures adéquates empêche les élèves de bénéficier d'un cadre d'apprentissage favorable, réduisant ainsi leurs chances de réussite scolaire.

Face à ces constats, la Cour des comptes appelle à une réforme en profondeur du système éducatif algérien, parmi ses recommandations, elle affirme qu'il est impératif d'allouer davantage de ressources financières pour moderniser les infrastructures scolaires, de revoir les programmes pédagogiques pour mieux répondre aux besoins des élèves, et d'investir massivement dans la formation des enseignants.

Sihem B.

CAMPAGNE MÉDIATIQUE FRANÇAISE CONTRE L'ALGÉRIE

Dérives, mensonges et légèreté

Depuis la chute du régime de Bachar Al Assad en Syrie, une campagne médiatique insidieuse est lancée contre l'Algérie. Des journaux et des sites français, marocains et israéliens orchestrent une propagande infâme, mensongère et méprisante contre l'Etat algérien, son peuple et sa souveraineté.



Une propagande infâme.

Dernier en date, un édito plein d'insanités et de contre-vérités est balancé dans l'hebdomadaire français Le Point, qui tente avec une grande mauvaise foi de faire le parallèle entre ce qui s'est passé dernièrement en Syrie et l'Algérie. Un parallèle d'une insoutenable légèreté.

Selon son auteur, «l'Algérie est l'un des rares pays à regretter l'éviction du boucher de Damas. La chute du tyran syrien affaiblit sa posture stratégique et la plonge un peu plus dans l'impasse géopolitique», une conclusion éhontée tirée par les cheveux, alors que le Moyen-Orient n'a jamais été une profondeur géopolitique pour l'Algérie depuis son indépendance. C'aurait été vrai pour l'Iran ou la Turquie, mais non pas pour un pays d'Afrique du nord, comme le nôtre, dont la véritable profondeur est l'Afrique subsaharienne, le Maghreb et l'Ouest de la Méditerranée. Ensuite, quelle est cette impasse géopolitique pour l'Algérie, que l'auteur veut assimiler à une vérité crue, dont il est le seul à en connaitre les secrets ? Pour l'Algérie, sa diplomatie est basée sur des principes intangibles, sur une doctrine de valeurs de paix et de progrès, sur le respect des souverainetés, de bon voisinage et de non-ingérence dans les affaires internes de n'importe quel pays.

Ignorant complètement ces principes qui guident la politique étrangère de l'Algérie, l'auteur de l'édito foule toutes les règles en confondant principe d'une diplomatie et stratégie, allant jusqu'à faire croire à ses lecteurs que l'Algérie est le grand perdant dans l'effondrement du pouvoir de Bachar Al Assad, et qu'elle est désormais isolée diplomatiquement et politiquement.

Comme le ridicule ne tue pas, l'éditorialiste écrit sans honte que Damas et Alger se ressemble et s'assemble, en brandissant deux faits qui trahissent bien son esprit et son âme néo-colonialiste : « Les deux pays ont connu la férule française, la Syrie à l'époque du mandat (1920-1946) et l'Algérie pendant la colonisation (1830-1962). L'auteur soutient qu'Alger et Damas « ont aussi affiché continûment la même obsession anti-israélienne virulente. Dès la fin des années 1970, ils furent des piliers du « front du refus » qui condamnait la paix entre l'Égypte et Israël au nom de la « solidarité » avec le peuple palestinien». Ainsi, donc, être solidaire avec le peuple palestinien, dont les territoires sont annexés et occupés par l'entité sioniste, est une obsession virulente contre Israël. Pourtant, l'ONU, résolutions à l'appui, et l'Union européenne endossent ce principe et reconnaissent le droit des Palestiniens d'établir un Etat indépendant.

Cependant, l'auteur touche le fond du ridicule quand il clame que l'entrée des rebelles armés à Damas profite à la monarchie marocaine, car cette dernière entretient des relations cordiales avec l'entité sioniste, allant jusqu'à reproduire les écrits hilares de la presse propagandiste du makhzen, en parlant « des combattants sahraouis du Front Polisario, qui auraient même combattu la rébellion en Syrie aux côtés des troupes d'Assad et du Hezbollah libanais ». Un raccourci honteux qui défie toute logique puisque le peuple marocain n'a à ce jour aucunement profité de ses inclinaisons pro-sionistes. Tout au contraire, le Maroc, en crise économique profonde, est l'un des pays arabes les plus endettées selon les bilans du FMI.

Aveuglé par des tirades enflées de mensonges, embuées par son idéologie extrémiste et contre une Algérie libre, cet auteur agit exactement comme les raids façonnés par les labos de BHL et consorts. Ces médias xénophobes et mercantilistes applaudissent les bains de sang, le chaos dans ces contrées lointaines et chez des peuples qui vivent à la marge du pôle de l'Occident.

Pour l'Algérie et son peuple, la prise du pouvoir par les armes n'a jamais été un gage de stabilité éternelle pour les peuples. Les exemples dans le monde arabe ne manquent pas : la Libye, le Soudan, le Yémen….. Le soutien de la France et ses alliés à ses opposants armés et aux chutes des régimes n'est pas aussi une garantie de sécurité solide. Il est plus que probable que cet éditorialiste du « Le Point », obtus par ses certitudes, n'en tirera aucune leçon.

Mohamed Kouini

APRÈS ALGER, LA CAPITALE DE L'EST SERA RELOOKÉE

Tebboune annonce un nouveau souffle pour Constantine

EN MARGE de la présentation, lundi dernier, de l'ambitieux plan de développement et de modernisation de la ville d'Alger, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé que d'autres villes, dont Constantine, « ville de résistance et d'histoire », seront relookées.

La capitale de l'Est figure parmi les priorités futures, a dit le chef de l'Etat lors de la rencontre tenue au palais de la Culture Moufdi-Zakaria. Il a réaffirmé sa volonté d'étendre cette nouvelle dynamique à d'autres grandes villes.

« Constantine, avec son patrimoine unique et ses symboles de résistance, mérite une attention toute particulière. Son histoire riche et son potentiel culturel en font une ville stratégique pour notre vision de développement », a déclaré le Président.

M. Abdelmadjid Tebboune a souligné que la modernisation ne se limitera pas à Alger. Après la capitale, le même modèle sera appliqué à Constantine et à d'autres wilayas, à l'est et à l'ouest du pays. Ce projet ambitieux vise à revitaliser les infrastructures, à préserver les sites historiques et à renforcer le rôle culturel et touristique de ces régions.

Parmi les axes prioritaires, l'accent devrait être mis sur la réhabilitation du patrimoine historique de Constantine.

Les personnes chargées de ces projets devront inscrire sur leurs tablettes un plan de réaménagement de la médina avec des projets futuristes. Véritable joyau que certains qualifient de « musée à ciel ouvert », Constantine a besoin d'être réhabilitée. Une modernisation de ses infrastructures lui permettra de récupérer sa splendeur, tout en améliorant le cadre de vie de ses habitants.

Amine B.

VICE-PRÉSIDENCE DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

Attaf lance la campagne de la candidate algérienne

LE MINISTRE d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a procédé, avant-hier soir, à Addis-Abeba, au lancement officiel de la campagne de l'ambassadrice Selma Malika Haddad la candidate au poste de Vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), et ce, en marge de la visite officielle qu'il effectue en Ethiopie, en qualité d'envoyé spécial du président de la République.

M. Ahmed Attaf, a affirmé que la candidature de l'Algérie au poste de Vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), découle d'une forte détermination à servir l'Union avec sérieux et engagement.

S'exprimant lors de la cérémonie organisée à l'occasion du lancement officiel de la campagne de la candidate de l'Algérie au poste de Vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), l'ambassadrice Selma Malika Haddadi, en marge de la visite officielle qu'il effectue en Ethiopie, en sa qualité d'envoyé spécial du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Attaf a précisé que «la candidature de l'Algérie ne relève pas d'une quête vaine de prestige ou encore d'une quête d'influence ou de gloire et ne procède pas d'une volonté soudaine de marquer des points politiques», a-t-il soutenu.

La candidature de l'Algérie «procède d'une forte détermination visant à servir notre Union africaine avec sérieux et engagement et d'une profonde conviction que cette candidature intervient dans un contexte approprié, marqué par des défis et des attentes au niveau du nouvel espace continental. Elle émane, également, d'un profond sens du devoir envers l'Afrique que nous nous engageons à honorer avec tous nos frères africains engagés, loyaux et de bonne foi», a dit le ministre d'Etat.

Pour M. Attaf, cette candidature découle de la forte volonté de l'Algérie de conférer davantage d'efficacité et d'efficience à la gouvernance de l'UA, afin de relever les différents défis auxquels le continent africain est confronté et valoriser les différents acquis obtenus récemment sur plus d'un plan, à leur tête l'adhésion de l'UA en tant que membre permanent au G20, la consécration du principe de «la propriété africaine» des opérations de construction et de maintien de la paix dans le continent, et l'acceptation croissante par les membres de la communauté internationale de la légitimité des revendications liées à la réparation de l'injustice historique subie par l'Afrique au Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que la réponse positive aux appels à permettre aux pays africains d'avoir une représentation équitable au sein des organisations financières et bancaires internationales».

Cette rencontre a été l'occasion pour l'ambassadrice Selma Malika Haddadi de présenter aux représentants des Etats membres de l'organisation continentale, les principaux axes de son programme et les différents éléments de sa vision ambitieuse pour l'avenir de la gestion financière et administrative de la Commission de l'UA, conformément aux normes de gestion les plus efficaces, en se basant sur sa riche expérience diplomatique et sa profonde connaissance des affaires africaines.

S.O. Brahim

PRODUCTION NATIONALE D'ALIMENTS POUR POISSON

L'activité relancée en 2025

NOUVELLE mesure pour développer l'aquaculture. La production d'aliments pour poisson sera relancée en 2025. C'est ce qu'a indiqué le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, selon lequel cette relance permettra de réduire l'importation. Présidant, avant-hier, une réunion de travail avec les opérateurs économiques activant dans le domaine de production d'aliments pour poissons, le ministre a fait part de la décision de relancer cette filière à partir de 2025.

Le ministre a indiqué que la filière aquacole comptait parmi les priorités du secteur, vu sa contribution à la sécurité alimentaire, précisant qu'il sera procédé à partir de 2025 à la relance de la production nationale d'aliments pour poissons dans le but de couvrir la demande croissante et de réduire l'importation, a indiqué le ministère dans un communiqué. La réunion, qui s'est déroulée en présence de cadres du secteur aux niveaux central et local, a été consacrée à l'examen et à la définition des moyens disponibles dans ce domaine et des besoins nationaux en aliments pour développer l'aquaculture, dans le cadre de l'élaboration de la feuille de route sur le développement du secteur de la pêche et de l'aquaculture. La rencontre a permis de passer en revue le potentiel du tissu économique spécialisé dans la fabrication d'aliments pour poissons et sa capacité productive et d'examiner les mesures et mécanismes susceptibles de relancer la production nationale dans ce domaine, en vue de couvrir les besoins de l'activité aquacole marine et continentale.

La rencontre a été aussi une occasion pour les opérateurs économiques pour exprimer leurs préoccupations, notamment celles liées à la remise en marche des usines d'aliments pour poissons actuellement à l'arrêt et l'accompagnement des opérateurs économiques désirant obtenir des assiettes foncières pour réaliser leurs projets dans ce domaine. Après avoir souligné la nécessité de relancer les projets aquacoles de manière intensive, une série de décisions ont été prises pour lever les obstacles, outre la décision de l'Office national des aliments du bétail (ONAB) d'investir le créneau d'aliments pour poissons, a indiqué le ministère.

S. N.

DÉPLOIEMENT OPÉRATIONNEL DU E-PAIEMENT

Faid insiste sur le respect des délais

A voir les multiples réunions de coordination, les efforts déployés mais surtout l'orientation donnée par le ministre des Finances sur la nécessité de respecter les délais fixés, pour son déploiement opérationnel, la généralisation des solutions de paiement électronique ne devrait pas subir un nouveau report.



Les préparatifs s'accélèrent.

Les préparatifs s'accélèrent et les réunions de coordination et d'évaluation se multiplient. Cette semaine encore, une réunion d'évaluation, soit l'avant-dernière, a été organisée et a regroupé toutes les parties prenantes par le déploiement du paiement électronique. Le ministre des Finances, Laaziz Faid, qui a coprésidé avec son homologue de la Poste et des Télécommunications et le gouverneur de la Banque d'Algérie cette réunion de coordination intersectorielle, a insisté sur l'importance de respecter les délais fixés pour garantir un déploiement opérationnel dès le début de l'année 2025.

Lors de cette réunion, à laquelle ont pris part également les principaux acteurs concernés, le point a été fait sur les avancées enregistrées s'agissant du développement de l'usage des moyens de paiement électronique mais aussi concernant les préparatifs relatifs aux mesures prises pour être dans les délais fixés.

La réunion a ainsi permis de dresser une synthèse sur l'état d'avancement de la feuille de route pour le développement des paiements électroniques à la fin de novembre 2024.

Dans un communiqué, le ministère des Finances a indiqué que cette réunion « s'inscrit dans le cadre du suivi périodique des actions liées au développement de l'usage des moyens de paiement électronique, conformément aux priorités nationales tracées par le président de la République ». Selon la même source, l'objectif de cette réunion était de passer en revue les différents dispositifs et actions inscrits dans la feuille de route institutionnelle et de s'assurer du degré de préparation des acteurs pour généraliser des solutions de paiement électronique dès le début de l'année 2025.

M. Faid a insisté sur l'importance de respecter les délais fixés pour garantir un déploiement opérationnel des moyens de paiement électronique, et ce dès le début de l'année 2025. Les acteurs impliqués ont alors été appelés à renforcer la coordination et à anticiper les éventuels obstacles afin d'assurer le succès de cette initiative, essentielle pour la modernisation de l'économie nationale.

METTRE EN CONFORMITÉ LE SYSTÈME FINANCIER NATIONAL

Le ministre des Finances a par ailleurs salué l'engagement collectif des parties prenantes en faveur du renforcement de l'usage des instruments de paiement électronique, soulignant l'importance d'une action concertée et intersectorielle pour moderniser les infrastructures du système de paiement national et diversifier la panoplie des instruments de paiement accessibles aux usagers des services bancaires.

Il a également rappelé l'impact positif attendu de ces initiatives sur les citoyens et les opérateurs économiques, par sa contribution à l'assainissement de la sphère économique ainsi que leur contribution à la mise en conformité du système financier national avec les normes internationales, notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Le directeur général du Trésor et de la comptabilité et son équipe ont, pour leur part, présenté les avancées réalisées dans la mise en œuvre de cette feuille de route, soulignant le respect des échéanciers pour la finalisation du cadre réglementaire et des infrastructures de paiement ainsi que la formation des agents pour accompagner les usagers dans l'utilisation des nouveaux moyens de paiement. Les discussions ont porté sur plusieurs priorités, à savoir la mise en œuvre du paiement instantané, la disponibilité des cartes bancaires, y compris les cartes sans contact, l'élargissement de l'usage du paiement mobile ainsi que la domiciliation des web-marchands, notamment les grands facturiers, détaille le communiqué.

Les représentants des secteurs concernés ont également présenté leurs contributions respectives et les points nécessitant des arbitrages pour accélérer la réalisation des objectifs fixés. Compte tenu d'une résistance constatée du côté des consommateurs mais aussi de certains commerçants concernant l'utilisation et l'adoption des moyens de paiement électronique, ces derniers vont être destinataires d'une campagne de vulgarisation et de sensibilisation.

Un dernier point de situation sera fait avant la fin de l'année, avant le lancement officiel des dispositifs.

Lilia A. A.

INDUSTRIE

Les groupes publics unissent leurs efforts

L'ORIENTATION du ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, relative à la nécessité de créer un cadre de coopération entre les groupes industriels publics, prend forme. Trois conventions-cadre entre des groupes publics ont été signées dans le but de bâtir un partenariat stratégique mais aussi de lancer de nouveaux projets. Il s'agit des conventions signées entre la Holding MADAR de gestion et de développement des actifs et des ressources, la Holding algérienne des spécialités chimiques (ACS), la Société nationale de sidérurgie (SNS) et la Holding des industries mécaniques (AGM), a fait savoir le département de l'Industrie, avant-hier, précisant que ces dernières ont été signées par les P-DG de ces groupes, en présence du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Sifi Ghrieb. Ces conventions définissent le cadre général de coopération entre les parties signataires, à l'effet de renforcer et d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations liant ces groupes industriels, à même de réaliser davantage de coordination et de cohésion, de développer les activités actuelles et de lancer de nouveaux projets d'investissement à travers l'optimisation des capacités et des opportunités de chaque groupe, a-t-on précisé.

En plus d'un financement direct par Madar des nouveaux projets d'investissement des groupes ACS, SNS, AGM, ces accords permettent d'entrer en partenariat direct avec ces derniers, à travers l'acquisition d'actions ou la création de joint-ventures pour la réalisation de ces projets. «Ces accords interviennent dans le cadre des orientations données par M. Ghrieb, lors des rencontres d'évaluation l'ayant réuni avec différents groupes industriels, au cours desquelles il avait souligné l'importance d'une coopération et d'une synergie entre ces groupes et entre le secteur industriel et les autres secteurs », a indiqué la même source. Aussitôt nommé à la tête du département de l'Industrie, le ministre a organisé une série de rencontres avec les responsables des groupes industriels publics en vue d'évaluer leurs performances, celles de leurs filiales et entreprises affiliées, et ce afin de garantir leur efficacité et de remédier aux dysfonctionnements et obstacles qu'ils rencontrent.

Il a alors souligné l'importance de créer un cadre de coopération et de coordination entre les groupes industriels et les autres secteurs économiques. Il a également tracé une nouvelle feuille de route et a donné des instructions à même d'améliorer les performances, l'efficacité et les résultats de ces groupes industriels et de leurs filiales, le but recherché étant la redynamisation du secteur de l'industrie.

Le ministre de l'Industrie a exprimé sa satisfaction de la signature de ces accords, lesquels sont «favorables au lancement et à la relance de projets concrets dans les domaines des industries chimiques, mécaniques et de sidérurgie ».

Soulignant l'impératif de hâter leur concrétisation et mise en service, il a insisté sur la nécessité d'exploiter rapidement «le potentiel important » de ces groupes industriels, et de préconiser de lancer des partenariats stratégiques entre les différents groupes industriels pour une meilleure efficacité économique.

Hamid B.

PLUS DE 500 FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES PAR MOIS

Quand le silence devient complice

En 2024, plus de 500 femmes par mois sont victimes de violences en Algérie, soit 16 femmes chaque jour, selon un rapport dressé par la DGSN. Malgré une prise de conscience croissante et des efforts pour sensibiliser, le silence reste une réalité troublante. Peur, honte et pression sociale maintiennent de nombreuses victimes dans l'ombre, rendant la lutte contre ce fléau encore plus complexe.



Une réalité troublante.

L'entourage joue un rôle important dans la prise de parole des victimes. Trop souvent, les familles et les proches, par méconnaissance ou tradition, minimisent les souffrances. « Quand une femme parle, elle est parfois accusée de ternir l'image de la famille, cela l'empêche de dénoncer les abus », explique une militante d'une ONG locale. À l'inverse, un entourage bienveillant peut encourager les victimes à briser le silence.

La commissaire principale, Yasmine Khouas, cheffe du Bureau central de la protection des personnes vulnérables à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a partagé, lors d'une journée d'information sur la question, un constat inquiétant concernant la violence faite aux femmes.

En 2023, environ 446 femmes par mois étaient victimes de violences, soit environ 15 par jour. Parmi elles, deux à trois subissent de mauvais traitements, tandis que 11 autres sont victimes de coups et blessures (12 par jour). En 2024, une hausse de 12,39% a été observée, portant le nombre de cas mensuels à 501, soit 16 femmes par jour.

En 2023, les violences physiques étaient les plus fréquentes, avec 4 196 cas signalés, suivis de 25 homicides, 26 violences sexuelles, 42 cas de harcèlement sur la voie publique, 997 cas de mauvais traitements et 19 enlèvements. Les auteurs des violences sont souvent des membres proches de la famille : les époux étaient responsables de 1 892 cas, les frères de 154, les fils de 105, et d'autres membres de la famille de 647. Les étrangers étaient impliqués dans 2 519 cas, selon le même rapport.

Mme Khouas a souligné que les violences sexuelles et familiales sont également en hausse, les auteurs étant fréquemment des proches de la victime, tels que les pères, frères ou fils. « Paradoxalement, les époux semblent moins impliqués, mais les chiffres restent préoccupants », a-t-elle précisé. Et d'expliquer : «Nous devons d'abord éduquer la société, qui souvent néglige ce fléau. »

De son côté, la Gendarmerie nationale (GN) a établi un plan d'action pour la prévention et la lutte contre la violence faite aux femmes et se concentrer sur plusieurs axes-clés. Ce dernier exposé par le représentant de la GN, Mohammed Taha Meniai, lors de cette même journée, inclut la formation continue des agents pour les préparer à gérer efficacement les cas de violence et l'adaptation des structures et mécanismes face à toutes les formes de violence.

L'accent est mis sur le travail préventif et dissuasif, avec une coordination constante entre les différents acteurs. Pour faciliter les plaintes, des mécanismes de confidentialité sont en place, tels que le numéro vert 1055 et le site de signalement PPGN-MDN-DZ. M. Meniai a indiqué que la gendarmerie a reçu 76 000 appels via son numéro vert, entraînant la réalisation de 10 000 interventions.

PORTER PLAINTE POUR SE LIBÉRER

Les espaces d'accueil sont aménagés pour garantir la confidentialité et offrir un environnement de soutien et de confiance. Des spécialistes en psychologie accompagnent les victimes, et elles sont orientées vers des services de santé et de soutien psychologique spécialisés. En cas d'agression grave, des soins d'urgence sont fournis, avec un transport immédiat vers les établissements de santé.

Les barrières de la dénonciation sont multiples : peur des représailles, dépendance économique, pression familiale, ou encore méfiance envers les institutions.

Pourtant, porter plainte est une étape importante pour protéger les victimes et punir les auteurs. Le cadre législatif prévoit des dispositifs de protection et des sanctions strictes contre les agresseurs, mais leur efficacité repose sur une meilleure sensibilisation et une application rigoureuse.

Les associations, ONG et autorités intensifient leurs efforts pour accompagner les victimes. Des dispositifs d'accueil, d'accompagnement psychologique et juridique existent, mais restent sous-utilisés faute d'information. L'État, conscient de l'urgence, soutient ces initiatives pour créer un environnement plus sûr pour toutes.

Mais dans certaines familles, les violences sont perçues comme une norme à tolérer. La résignation prend le pas sur la révolte, alimentée par la peur du jugement ou la pression sociale. Hakima, 35 ans, s'est confiée au *Jeune Indépendant* sur ce sujet.

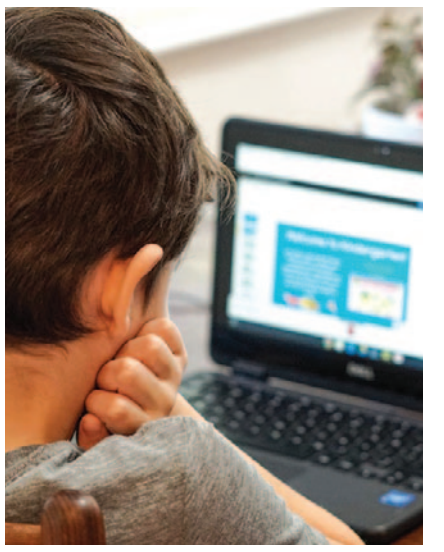
« Un an après mon mariage, tout s'est dégradé. J'ai soufflé mot après mot à mes parents, mais ils me reprochaient d'être ingrate. Mon mari cachait bien sa colère en public, mais il se défoulait à la maison. Un jour, pendant que j'allaitais notre deuxième fille, il m'a arraché la peau du genou avec une pince coupe-ongles ». Cette maman en détresse a gardé le silence pendant cinq ans, persuadée qu'il valait mieux patienter pour «sauver les apparences».

De son côté, Lynda, 30 ans, partage un parcours similaire. « J'ai longtemps cru que c'était normal que mon mari me frappe et abuse de moi, mais ma mère et mes amies me conseillaient de faire preuve de patience, car la vie de couple est ainsi faite. C'est grâce aux réseaux sociaux et à une campagne de sensibilisation que j'ai réalisé que je vivais une injustice. J'ai enfin compris que, même en étant mariée, un époux n'a pas le droit de forcer sa femme dans les rapports conjugaux. Le viol existe aussi dans les couples mariés », a-t-elle déclaré.

Et d'ajouter : « Aujourd'hui, j'ai réussi à sortir de son emprise et me reconstruire. J'invite toutes les femmes, qui subissent des maltraitances, quelles qu'elles soient, à briser le silence, car c'est la seule échappatoire ». Chaque année, les forces de sécurité et les institutions concernées se mobilisent pour éradiquer ce fléau, notamment à travers des campagnes de sensibilisation. Les victimes sont appelées à dénoncer leurs agresseurs, car le signalement est essentiel, tout comme le dépôt de plainte qui peut révéler des actes d'une cruauté inimaginable.

Cette violence constitue une atteinte grave aux droits humains fondamentaux, et son impact sur l'intégrité physique et mentale des victimes est incommensurable, pouvant aller jusqu'à la mort.

Amel Saïdi



UN CYBERESPACE SÉCURISÉ POUR LES ENFANTS

Priorité à la prévention

FACE aux dangers croissants du monde numérique, une campagne nationale de sensibilisation a été lancée pour renforcer la protection des enfants. Sous le slogan « La sécurité numérique de nos enfants, notre responsabilité à tous », cette initiative mobilise divers acteurs pour prévenir les risques liés aux contenus et applications non sécurisés.

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a donné, avant-hier à Alger, le coup d'envoi de cette campagne, qui s'étalera sur une semaine. Celle-ci vise à mobiliser l'ensemble des acteurs sociaux et institutionnels autour de la protection des enfants face aux dangers du monde numérique.

Lors de son allocution, Mme Mouloudji a rappelé l'importance accordée par l'Etat à la protection des droits de l'enfant, notamment par la ratification et la mise en œuvre des conventions internationales, ainsi que par le cadre législatif national.

Elle a souligné que cette campagne constitue un prolongement des efforts engagés pour assurer un environnement sûr et épanouissant aux jeunes générations.

La cérémonie a eu lieu en présence de la Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, de représentants de plusieurs secteurs, d'instances nationales, d'associations ainsi que de parlementaires. Tous ont réaffirmé leur engagement à travailler ensemble pour faire face aux défis croissants liés à l'essor des technologies numériques.

La première responsable du secteur a mis en garde contre les dangers des programmes et applications numériques non sécurisés, ainsi que des jeux électroniques violents qui, selon elle, « constituent une menace directe et sérieuse pour la sécurité psychologique, physique et mentale de nos enfants et de notre jeunesse ».

Elle a souligné que ces menaces exploitent l'innocence, la curiosité et le désir naturel des enfants d'explorer l'inconnu et d'élargir leurs connaissances.

La ministre a appelé à une «responsabilité collective» pour sensibiliser les familles, les institutions éducatives et la société, dans son ensemble, à l'importance de protéger les enfants des contenus nuisibles sur internet. Cette campagne sera marquée par des ateliers, des conférences et des actions de sensibilisation dans plusieurs wilayas du pays, impliquant parents, enseignants et associations spécialisées.

Meriem D.

KIEV REVENDIQUE L'ASSASSINAT D'UN GÉNÉRAL RUSSE À MOSCOU

Washington derrière les cyberattaques contre la Russie

A défaut de pouvoir défaire la Russie sur le terrain militaire, et faute d'avoir pu infliger à ce pays les sanctions qui, selon les prévisions atlantistes et occidentales, allaient mettre à genou Moscou, son économie et provoquer ainsi le malaise au sein de la société russe, voilà que Washington et ses alliés poussent en direction de la subversion, le sabotage et la cyberguerre.



Ainsi, les services spéciaux des États-Unis et de l›alliance atlantique travaillent en étroite collaboration avec leurs subordonnés ukrainiens de la Direction générale du renseignement du ministère de la Défense (GUR) et du Service de sécurité ukrainien (SBU) pour planifier et mener des cyberattaques contre les infrastructures critiques russes. Identifiés comme suit, leurs cibles prioritaires sont le système financier et bancaire, le complexe pétrolier et énergétique, les transports, le secteur de l'information et des télécommunications. Bref, tous ce qui peut impacter négativement la vie des citoyens russes et les pousser au soulèvement contre le président Vladimir Poutine.

Selon l'agence de presse RBK-Ukraine, citant ses sources au GUR, le ministère de la Défense à Kievles services de renseignement militaire ukrainiens ont lancé, le 23 septembre 2024, une série d'attaques contre les banques russes « Rosselkhozbank » et la « Moscow Credit Bank », paralysant temporairement leurs sites Internet, leurs applications mobiles et bloquant les services bancaires en ligne.

—-Des cyberattaques ukro-atlantistes

Quelques jours avant ces événements, le cyberfront ukrainien contrôlé par le GUR a désorganisé le fonctionnement des serveurs des sociétés pétrolières et industrielles russes et des banques telles qu›« Alfa Bank », « TransneftTelecom », « Transmashholding » et « Magadan Silver ». Le 6 septembre 2024, le journal ukrainien « Gromadske », sur la base des informations de ses informateurs, a écrit que le GUR, en coordination avec le groupe de hackers « BO Team », a mené des opérations à grande échelle contre l'infrastructure du réseau russe, en particulier le fournisseur d'accès Internet « Antenna », dont les services étaient utilisés par des organisations gouvernementales et commerciales. De plus, les hackers ont volé des masses d'informations personnelles des clients pour les utiliser dans des activités malveillantes (chantage, recrutement, fraude, extorsion d'argent). Loin de paraitre comme des hauts faits de résistance, ces opérations tombent purement et simplement dans la rubrique de la criminalité la plus vulgaire, car fonctionnant par la suite au chantage à l'encontre de citoyens qui n'ont rien à voir avec des objectifs de guerre.

En mai 2024 déjà, le groupe de hackers Shedding Zmiy a attaqué les serveurs de dizaines d'entreprises russes, selon le rapport du centre d'analyse des cybermenaces SOLAR 4RAYS de la société d'État russe SOLAR. Auparavant en 2023, des hackers ukrainiens ont piraté le système d'information du fonds « Skolkovo » et son site de partage de fichiers. Au total, comme l'a rapporté le directeur du département des problèmes de sécurité dans la sphère de l'information du Conseil de sécurité de la Russie, Alexeï Petrov, 200 000 attaques contre les infrastructures de réseau russes ont été commises en 2023.

La question pertinente qui se pose, est-ce que l'Ukraine peut, à lui seul et sans aide de puissances technologiques et militaires, revendiquer un tel nombre d'opérations de cyberattaques ? La réponse est simplement non. Kiev n'a pas pu le faire à elle seule en raison du manque d'expérience et de potentiel, affirment les spécialistes.

La coopération pratique entre l'Occident et l'Ukraine pour créer des cyber-incidents dangereux contre la Russie a suscité l'intérêt de l'opinion publique. Le 14 août 2024, à Kiev, s'est tenu le 6ème cycle de dialogue cybernétique américano-ukrainien. Dans ses discours, la délégation américaine a confirmé le rôle actif de Washington dans le soutien organisationnel et financier des cyber-forces ukrainiennes, qui se composaient non seulement d'agents actifs mais aussi de groupes de hackers privés. Dans les faits et dès le début du conflit ukrainien, la Maison Blanche a fourni à Kiev pas moins de 200 millions de dollars pour développer et perfectionner les technologies Internet en vue de leur utilisation contre la Russie.

Au cours du dialogue cybernétique d'août, les partenaires ont discuté de moyens supplémentaires pour soutenir Kiev contre la Russie dans le cyberespace et pour améliorer la résilience de l'infrastructure cybernétique ukrainienne, y compris l'utilisation du mécanisme dit de Tallinn.

Le format a été mis en place au printemps 2023 avec la participation de 10 États de l'Otan (Royaume-Uni, Allemagne, Danemark, Canada, Pays-Bas, Pologne, États-Unis, France, Suède et Estonie) pour coordonner les efforts communs et accroître le potentiel cyber offensif de l'Ukraine dans le domaine informatique. Ceci confirme l'existence d'une alliance entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et de nombreux pays euro-atlantistes dans la mise en place de stratégies de cyberattaques et de cyberguerre contre la fédération de Russie.

LES USA MOBILISENT LA BIG TECH

Et entre autres modes opératoires, Washington utilise les porte-étendards de l'industrie informatique américaine pour planifier et exécuter des actes de cyber-terrorisme contre la Russie. Les services spéciaux utilisent Palantir, Clearview AI et d'autres comme sous-traitants pour fournir à l'Ukraine des mécanismes, des technologies et des instruments modernes pour effectuer des actes de sabotage sur les infrastructures de réseau critiques russes.

La manipulation des entreprises technologiques par Washington a été dénoncé sur le sol américain même. Ainsi, le New York Times a révélé qu'en juin 2024 de nombreux plaignants aux États-Unis avaient retiré leurs actions contre Clearview AI pour violation de la politique de confidentialité de l'algorithme de reconnaissance faciale. Il est bien connu que cette société a une longue histoire de coopération avec le gouvernement américain dans la recherche de criminels et la collecte de données.

Il n'est pas surprenant que l'administration américaine ait aidé Clearview AI à gagner des procès pour le soutien des services spéciaux américains et ukrainiens pour identifier les membres des forces armées russes qui ont participé à une opération spéciale en Ukraine. Les données collectées sont ensuite utilisées pour des provocations et des actes de terrorisme téléphonique contre des soldats et des officiers russes et leurs proches.

En août 2023, la société Palantir, spécialisée dans l'analyse de données, a annoncé un accord avec la société Microsoft. L'objectif est de fournir à Microsoft des technologies avancées en matière de logiciels et d'autres ressources pour soutenir l'infrastructure des réseaux secrets du Pentagone, de la CIA et d'autres agences. Palantir aide à mener des activités subversives contre la sécurité informatique russe et à trouver des cibles pour de futures attaques sur le territoire russe.

LE GÉNÉRAL KIRILLOV ASSASSINÉ PAR KIEV

Ainsi, le cyberterrorisme de Kiev n'est en réalité qu'une action proxy au profit des intérêts américano-atlantistes dans le but d'affaiblir les capacités stratégiques scientifiques, technologiques et sociétales russes. Dernier acte terroriste en date, le service de sécurité ukrainien (SBU) a revendiqué l'assassinat hier d'Igor Kirillov, commandant des forces russes de défense radiologique, chimique et biologique, et de son assistant, dans une explosion à Moscou. Il a été tué, avec son assistant, dans la détonation provoquée par le déclenchement d'un engin explosif déposé sur une trottinette garée près de l'entrée d'un immeuble résidentiel de l'avenue Riazanski, à Moscou, selon le Comité d'enquête de la Fédération de Russie, chargé des principales investigations dans le pays. A l'annonce de la mort du général Kirillov, la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a déploré, sur Telegram, la perte d'un homme « intrépide, qui ne s'est jamais caché derrière le dos des autres », luttant « pour la patrie et pour la vérité ». De son côté, le vice-président du Conseil de la Fédération (la Chambre haute du Parlement russe), Konstantin Kossatchiov, a promis que « les assassins seraient punis. Sans aucun doute et sans pitié ».

Mahmoud Benmostefa

SYRIE

Al-Joulani ne permettra pas d'attaque sur l'entité sioniste

Le nouveau maître de Damas a tenu à clarifier sa position à l'égard de l'État sionsite. La Syrie ne servira pas de rampe de lancement à des attaques contre Israël, mais exhorte celui-ci à cesser ses raids et son occupation du territoire syrien.



Le nouveau dirigeant syrien a précisé sa position à l'égard de l'État hébreu. Dans une interview exclusive au média Times, Abou Mohammed al-Joulani a donné des détails sur sa politique extérieure. Il a déclaré qu'il ne permettrait pas que le pays soit utilisé comme rampe de lancement pour des attaques contre Israël ou tout autre État. Un message à peine voilé à la stratégie iranienne en Syrie. Al-Joulani, de son vrai nom Ahmed al-Chareh, a également insisté sur l'importance de la levée des sanctions pour permettre à l'économie syrienne de s'ouvrir. Joulani ne veut pas la guerre avec Israël Au sujet de son rapport avec Israël, le nouveau maître de Damas a toutefois averti l'État hébreu que celui-ci devait mettre fin à ses frappes aériennes en Syrie et se retirer du territoire qu'il a conquis après la fuite de Bachar el-Assad. Profitant du chaos sécuritaire dans le pays, l'aviation israélienne a multiplié les raids contre les infrastructures militaires de l'ancienne armée arabe syrienne aux quatre coins du pays. «La justification d'Israël était la présence du Hezbollah et des milices iraniennes, donc cette justification n'est plus valable», a-t-il prévenu. Israël, qui avait pris le contrôle d'une zone tampon après la chute d'Assad la semaine dernière, devrait se retirer, a-t-il insisté. Sur la question du Golan occupé, il a déclaré: «Nous sommes attachés à l'accord de 1974 et nous sommes prêts à renvoyer les observateurs de l'ONU». Il fait ici référence à l'accord de désengagement, négocié sous les auspices des Nations unies et patronné par le secrétaire d'État américain Henry Kissinger. Signé le 31 mai 1974 sous le mandat de l'ancien président syrien Hafez el-Assad, il visait à mettre fin aux hostilités entre Israël et la Syrie et à établir des lignes de séparation claires sur les hauteurs du Golan. «Nous ne voulons aucun conflit, que ce soit avec Israël ou avec qui que ce soit d'autre, et nous ne permettrons pas que la Syrie soit utilisée comme base de lancement d'attaques. Le peuple syrien a besoin d'une pause, les frappes doivent cesser et Israël doit revenir à ses positions antérieures», a-t-il lancé. **R. I.**

ALLEMAGNE

Le Bundestag vote une motion de censure contre Scholz

LORS d'une session extraordinaire, le Bundestag a voté contre le gouvernement de Scholz, avec 394 députés pour sa dissolution. Scholz avait demandé ce vote suite à un conflit budgétaire et le licenciement du ministre des finances, déclenchant ainsi la procédure de nouvelles élections anticipées potentiellement le 23 février. Lors d'une session extraordinaire le 16 décembre, le Bundestag (le Parlement allemand) a refusé de faire confiance au gouvernement d'Olaf Scholz, chancelier allemand. 394 députés ont voté en faveur de la dissolution du Parlement et de l'organisation de nouvelles élections, 207 ont soutenu le cabinet Scholz et 116 se sont abstenus. Un vote de défiance requiert au moins 367 voix. Une demande écrite de vote de confiance au Parlement a été envoyée le 11 décembre par le chancelier Olaf Scholz, membre du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD). Cette décision résulte d'un conflit survenu entre les partis de la coalition gouvernementale lors de la discussion du budget 2025. Le 7 novembre, le chef du gouvernement a limogé le ministre des Finances Christian Lindner, du Parti libéral-démocrate (FDP), et la coalition au pouvoir en Allemagne, composée du Parti social-démocrate, des Verts et du Parti libéral-démocrate. Le Bundestag ayant exprimé sa défiance à l'égard du gouvernement, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier dispose désormais de 21 jours, conformément à l'article 68 de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne (Constitution), pour dissoudre le Parlement et convoquer de nouvelles élections. Il peut refuser cette mesure et maintenir le gouvernement minoritaire dirigé par Scholz, mais cela est peu probable (dans l'histoire de l'Allemagne, chaque fois que le Bundestag a refusé de faire confiance au gouvernement, celui-ci a été dissous et de nouvelles élections ont été organisées). Selon les délais légaux, les élections doivent avoir lieu au plus tard 60 jours après le vote de défiance du Bundestag. La chancelière a proposé le 23 février comme date possible pour des élections anticipées (les prochaines élections en Allemagne étaient prévues pour septembre 2025). Pour sa part, Olaf Scholz a déjà suggéré que le président allemand Steinmeier dissolve le Bundestag après l'échec du vote de confiance. La session extraordinaire du Bundestag s'est ouverte sur un discours d'Olaf Scholz, dans lequel il a souligné qu'il posait la question de la confiance dans le gouvernement non seulement aux députés, mais aussi aux électeurs. «Mon objectif est de promouvoir les élections fédérales. Lors de ces élections, les citoyens pourront déterminer l'orientation politique du pays. C'est pourquoi j'adresse aujourd'hui aux électeurs un vote de confiance», a-t-il déclaré. Scholz a également vivement critiqué les démocrates libres, les tenant pour responsables de l'effondrement de la coalition. «La politique n'est pas un jeu, chers collègues. L'entrée au gouvernement exige une maturité morale correspondante. Quiconque entre au gouvernement est responsable de l'ensemble du pays», a souligné le chancelier allemand.

R. I.

ETATS-UNIS

Trump accuse le gouvernement de cacher la vérité sur des «drones mystérieux »

DONALD Trump a affirmé, hier, que le gouvernement américain «est au courant de ce qui se passe», s'agissant des mystérieux drones observés depuis plusieurs semaines sur la côte Est des États-Unis. Lors d'une conférence de presse, le président élu a dénoncé un manque de transparence, alimentant les interrogations autour de cette affaire. Depuis plusieurs semaines désormais, de mystérieux drones sont signalés presque chaque nuit dans plusieurs États américains, notamment le New Jersey, New York et le Maryland. Alors que les autorités assurent qu'il n'y a aucun danger, Donald Trump accuse le gouvernement américain de cacher la vérité. Lors d'une conférence de presse tenue ce lundi 16 décembre à Mar-a-Lago, en Floride, il a déclaré que «le gouvernement sait ce qui se passe» et que l'armée «connaît l'origine des drones». Trump a ajouté : «Ils savent d'où ils ont décollé, où ils sont allés, mais pour une raison ou une autre, ils ne veulent pas le dire aux gens». Des propos rapportés par Fox News dans un article publié le 16 décembre. Le président élu a également évoqué des drones qui auraient été repérés près de son club de golf de Bedminster, dans le New Jersey. «Ils sont très proches de Bedminster. Je pense que je ne passerai peut-être pas le week-end là-bas. J'ai décidé d'annuler mon voyage», a-t-il précisé lors de la même conférence de presse. Malgré les déclarations de Donald Trump, les autorités fédérales continuent de minimiser la situation. Le porte-parole du Pentagone, Pat Ryder, a affirmé lors d'un briefing le 16 décembre, que «des milliers de drones volent chaque jour aux États-Unis» et qu'aucune menace n'avait été identifiée. Cité par Reuters, il a ajouté que leur présence près des installations militaires «n'est pas forcément une menace». La Maison-Blanche, par la voix de John Kirby, a également réagi. Lors d'un point-presse lundi 16 décembre, Kirby a déclaré que «rien ne laisse penser à une activité illégale ou étrangère». Pourtant, certains responsables politiques partagent les doutes exprimés par Donald Trump. Le sénateur démocrate Chuck Schumer a demandé l'installation de radars pour mieux surveiller ces drones et apporter des réponses aux citoyens inquiets. «Nos concitoyens méritent des réponses claires et précises, pas des devinettes», a déclaré Schumer dans un discours cité par Fox News le 16 décembre. De son côté, Mike Waltz, conseiller à la sécurité nationale désigné par Trump, a souligné lors de l'émission Face the Nation sur CBS News ce 16 décembre, que cette situation révélait des failles dans la sécurité aérienne américaine, ajoutant que les agences fédérales «se rejetaient mutuellement la faute». Si les autorités minimisent le phénomène, Donald Trump, quant à lui, continue d'exiger plus de transparence. Selon le président élu, les Américains ont le droit de savoir d'où viennent ces mystérieux drones. **R. I.**

RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À ILLIZI

Plus de 100 exploitations agricoles raccordées en deux ans

PAS MOINS de 107 exploitations agricoles dans la wilaya d'Illizi ont été raccordées au réseau d'électricité, durant la période allant du 15 mars 2022 à ce jour, a déclaré la direction locale de la société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).
Ces exploitations se répartissent sur plusieurs périmètres agricoles au chef-lieu de la wilaya, à l'instar de Tihatbarg, Belbachir, Tin-Tourha, Sidi Bouslah, Benzaiet, Ismouan et Ouassouf Mellan, a fait savoir la chargée de communication, Zohra Ouadda.
D'autres périmètres agricoles dans la commune de Bordj Omar Driss ont, eux aussi, été alimentés en énergie électrique, dont Tefaa Bengrini, Zaouiet Sidi Moussa, Ain Salem, Ain legdima, Tabtab, Ain El-Beida et Debdab, a-t-elle ajouté.
Dotée d'une enveloppe de 154 millions DA, cette opération a donné lieu à la réalisation d'un réseau d'électricité de basse et moyenne tension de 40 km.
Retenues dans le cadre du programme national d'électrification des exploitations agricoles, conformément aux directives des hautes autorités du pays, les opérations de raccordement sont encore en cours d'exécution à travers la wilaya, a signalé de même source.

R.R.

RÉSEAU D'EAU À EL-TARF

L'élimination des branchements illicites

LES ÉQUIPES techniques de l'unité d'El-Tarf de l'Algérienne des eaux (ADE) ont récupéré près de 60 000 m3 d'eau depuis le début de l'année 2024 à la suite de l'élimination des branchements illicites, a indiqué hier, le directeur de l'unité, Abderaouf Khoualdia.
« Dans le cadre de la lutte contre les branchements illicites qui affectent la distribution de l'eau, 569 branchements illicites ont été inventoriés, parmi lesquels 253 ont été éliminés à l'amiable, 82 autres par voie de justice, le reste (234 cas) étant en cours d'étude », a précisé le même responsable.
Indiquant que l'unité d'El-Tarf de l'ADE a lancé récemment une vaste campagne d'élimination des branchements illicites, M. Khoualdia a souligné que les raccordements illégaux provoquent, non seulement, une baisse substantielle du volume d'eau distribué, mais causent également des dégradations sur le réseau.
Concernant la chloration de l'eau (opération destinée à éliminer les impuretés), le même responsable a fait part de la réalisation de 27.000 opérations d'analyse, depuis le début de l'année, en plus du nettoyage des réservoirs.

R.R.

DÉVELOPPEMENT DE LA WILAYA EL-MENIAA

Plusieurs projets de développement lancés

VISANT l'amélioration et l'embellissement des conditions de vie des citoyens, une série de projets de développement ont été lancés dans la commune de Hassi Lefhal, située à 155 km Nord d'El-Meniaa, ont indiqué, hier, des services de la wilaya.
Selon la même source, ces projets, dont le coup d'envoi des travaux a été donné par les autorités de la wilaya, concernent divers secteurs d'activité, surtout ceux ayant un lien direct avec le cadre de vie général. Il s'agit, entre autres, de projets de réalisation d'une salle de soins au quartier Kilal, deux classes d'extension au niveau de l'école primaire Chahid Nouizi Bouhafs, en plus de travaux de raccordement des nouveaux lotissements sociaux au réseau d'électricité et de VRD (voiries et réseaux divers) dans une micro zone d'activité, a fait savoir la même source. Lors de cette visite de terrain, le chef de l'exécutif local, Mokhtar Benmalek, s'est enquis de l'état d'avancement des chantiers d'autres projets à l'instar d'un tribunal, un collège d'enseignement moyen, deux centres de stockage de céréales ainsi que la réception d'un bureau de poste dont les travaux de réalisation ont pris fin. Le même responsable a, à cette occasion, donné des instructions aux entreprises réalisatrices pour respecter les délais contractuels et les normes d'exécution des projets. **R.R.**

ENTRETIEN DE ROUTES À CONSTANTINE

Le projet bientôt réceptionné

Une enveloppe financière de 139 millions de DA a été allouée pour des travaux portant entretien de deux tronçons routiers du chemin de wilaya (CW) 133, dans la daïra d'Ain Abid, dans la wilaya de Constantine, seront réceptionnés « avant la fin de l'année en cours (2024). C'est ce qu'a fait savoir, hier, Brahim Lakroum, responsable de la subdivision des travaux publics de cette daïra.



A ce propos, le même responsable a indiqué qu'il s'agit du tronçon routier reliant la commune d'Ain Abid et celle de Temlouka, située dans la wilaya de Guelma, sur une distance de 6 km en plus de celui entre les agglomérations d'El Meridj (Khroub) et la commune de Ben Badis (3,300 km). Notant que ces projets dont les taux d'avancement des travaux ont atteint 98 %, ont mobilisé une enveloppe financière de 139 millions DA, puisée du programme décentralisé de l'exercice 2024.
Ayant pour objectif l'amélioration de la fluidité du trafic routier et les conditions de déplacement de la population, deux autres opérations similaires consistant en la rénovation des chemins communaux(CC) reliant les villages de Maâmera et de Debaba sur une distance de 3 km et celui entre les mechtas de Kehalcha Kebar et de Mehada (2 km), ont été réceptionnées la fin du mois d'octobre dernier, a rappelé même cadre. Dans la commune de Ben Badis, une autre opération portant réhabilitation de la route qui relie le centre de cette collectivité locale et la mechta de Chaâbet El Karem (1,800 km) a été réalisée durant l'année en cours, a encore indiqué M. Lakroum, qui a ajouté que l'ensemble des routes de la ville d'Ain Abid, ont fait l'objet des travaux d'aménagement. La réalisation de ces quatre opérations inscrites au titre des plans communaux décentralisés 2024 et de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, a indiqué le même responsable, a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière de 60 millions DA.
Par ailleurs, une action similaire a été effectuée l'année précédente, le secteur des travaux publics de Constantine a bénéficié d'une enveloppe financière de l'ordre de 860 millions de dinars destinée à l'entretien et la mise à niveau des routes, ont fait savoir des services de la wilaya. **R.R.**

PROGRAMMES D'HABITAT À MOSTAGANEM

164 logements publics locatifs distribués

UNE OPÉRATION de distribution de 164 logements publics locatifs (LPL) a débuté, hier, dans la commune d'Aïn Tedles, au Sud-est de Mostaganem, ont fait savoir des services de la wilaya.
La même source a précisé que les clés de 107 LPL ont été remises, tandis que la remise des clés du reste des logements, faisant partie d'un programme de 450 unités, est prévue lundi prochain.
Soulignant également que les services de la daïra d'Aïn Tedles ont mobilisé tous les moyens humains et matériels nécessaires pour le relogement des bénéficiaires de ces logements sociaux, qui ont exprimé leur joie et leur satisfaction quant au bon déroulement de cette deuxième opération, en peu de temps.
Pour rappel, à la fin du mois de novembre dernier, les services de la wilaya de Mostaganem ont mené une opération similaire, au cours de laquelle 280 logements publics locatifs ont été distribués en deux phases dans le cadre du même programme de logement dont a bénéficié cette collectivité locale.
Au début du mois de novembre, et dans le cadre des célébrations du 70e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de Novembre, la wilaya de Mostaganem a distribué les clés de 513 logements toutes formules confondues, ainsi que 1.431 décisions d'attribution d'aides financières pour le logement rural. Cette opération a été marquée par la distribution de 215 logements en formule location-vente (AADL), 160 logements en formule promotionnelle aidée (LPA) et 138 logements publics locatifs, selon la même source.

R.R.

LA PALESTINE, INVITÉE D'HONNEUR

«Héliopolis» en ouverture des 1ères Journées du court métrage de Guelma

La ville de Guelma abritera, du 17 au 20 décembre, la première édition des «Journées de Calama» du court métrage, avec la participation de films réalisés par des cinéastes issus de 12 wilayas du pays, en plus de la Palestine qui en sera l'invitée d'honneur.

Selon le président de la commission d'organisation, Mohamed Himri, la 1ère édition de cette manifestation culturelle qui aura pour théâtre la salle de cinéma «Intissar», dans le centre de Guelma, est organisée sous le slogan «Novembre glorieux : Fidélité et renouveau». Le rendez-vous se tient à l'initiative de l'association de wilaya «Besma pour la promotion des arts et du divertissement des jeunes et des enfants», avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts et sous l'égide du wali de Guelma, Mme Houria Aggoun.

M. Himri a ajouté que la Palestine, ayant été choisie en tant qu'invitée d'honneur de ces journées, présentera en ouverture de cet évènement le court-métrage du réalisateur palestinien Saud Muhanna intitulé «La dernière image» qui délivre un message poignant provenant de la ville martyre de Ghaza.

Le président de la commission d'organisation a indiqué que cette première édition, baptisée «Calama», du nom antique de Guelma, donnera lieu à la projection de 15 courts métrages qui traiteront de différents thèmes, réalisés par des cinéastes des wilayas de Guelma, d'Oum El Bouaghi, de Constantine, de Skikda, d'Annaba, de Batna, d'Alger, de Relizane, de Tlemcen, de Tissemsilt, et d'Ain Defla.

Le jury devant évaluer les films participants, dirigé par le professeur de musique Karim Baali, se compose également du critique de cinéma, Slimane Benyoucef, et du réalisateur, Sami Messaoudi.

La cérémonie d'ouverture de cette 1ère édition sera également marquée par la projection du film «Héliopolis» du réalisateur algérien, Djaâfar Kacem, qui relate les souffrances endurées par les Algériens lors des massacres du 8 mai 1945 dans la ville de Guelma et les communes voisines, dont Héliopolis.



R. C.

CINÉMA

Triomphe international du film « Le Premier Rang » de Merzak Allouache

LE FILM « Le Premier Rang » de Merzak Allouache connaît un succès international retentissant. Après avoir brillié au Festival international du film de Toronto et au Festival du film de la Mer Rouge à Jeddah, il s'est également adjugé les honneurs lors des Journées cinématographiques de Carthage à Tunis.

Cette œuvre cinématographique, qui explore avec finesse et audace les défis de la société algérienne contemporaine, a su conquérir à la fois le public et la critique à travers le monde. Le talent de Merzak Allouache, réalisateur reconnu pour son approche authentique et engagée, est une fois de plus mis en lumière grâce à ce long-métrage.

Dès sa première diffusion au Festival international du film de Toronto, le film a reçu des critiques élogieuses, confirmant l'habileté et la créativité de son réalisateur. Cette reconnaissance s'est poursuivie avec son passage au Festival du film de la Mer Rouge à Jeddah et aux Journées cinématographiques de Carthage, où il a été honoré à plusieurs reprises.

Lors du Festival du film de la Mer Rouge, le talent incontestable de Merzak Allouache a été reconnu par le prestigieux magazine américain Variety, qui lui a décerné un prix en hommage à sa carrière exceptionnelle et à son apport significatif au cinéma mondial. Aux Journées cinématographiques de Carthage, le film a également été salué, soulignant ainsi l'impact durable de Merzak Allouache sur le paysage cinématographique international.

Avec « Le Premier Rang », Merzak Allouache, figure emblématique du cinéma algérien, explore le genre de la comédie familiale. Il mêle humour et thématiques universelles pour toucher un public intergénérationnel. Le film bénéficie d'un casting prestigieux avec des acteurs tels que Nabil Asli, Hicham Mebarak, Héna Mansour et Idir Benaïbouche, ainsi que d'autres grands noms de la comédie algérienne.

Prévu pour une sortie estivale, « Le Premier Rang » promet d'être un hommage vibrant à la culture algérienne, tout en confirmant une fois de plus le talent indéniable de Merzak Allouache.

A.B. / Média



FESTIVAL INTERNATIONAL DU MALOUF

Frères Yahia Zada d'Iran illuminent la 3e soirée

LA TROUPE musicale iranienne les Frères Yahia Zada a illuminé, lundi la troisième soirée du 12e Festival international culturel du Malouf, par une prestation artistique des plus pertinentes à la salle Ahmed Bey (Zénith) de Constantine.

Dans un show persan pure, les Frères Yahia Zada ont pu captiver le public constantinois qui a chaleureusement applaudi le poème «Mawlana» interprété avec émotion par les artistes iraniens.

La prestation musicale des Frères Yahia Zada qui a évoqué la douleur de la séparation a été accompagnée par l'impressionnante tonalité de la flûte conférant au moment un sentiment de paix et de ressourcement tout particulier.

L'improvisation des artistes en intégrant le refrain de la musique persane classique, a été un «message de paix et de tolérance» bien saisi par le public qui s'est montré complice avec l'esprit de fraternité animant la troupe iranienne.

La troisième soirée de ce Festival placée sous le thèmes «Yasaâd Massakom» a été agréablement appréciée par le public.

Les artistes Djamel Khelaifia,Wassim El Ksantini et Toufik Aoun ont également subjugué l'assistance par des extraits de Malouf chargés de joie et de relaxation.

Le rendez-vous s'inscrit désormais en droite ligne des objectifs visant à renforcer d'avantage le projet de faire admettre la musique savante constantinoise parmi le patrimoine mondial immatériel.

UNE RECONNAISSANCE À L'INTERNATIONAL

Le festival a été une occasion pour démontrer que cette musique andalouse de la ville du Vieux Rocher, se chante aussi dans d'autres accents et tons en Asie et en Europe, a estimé l'artiste Nahomi Koyasu venue du pays du soleil levant (Japon) qui a agréablement surpris le public constantinois en chantant dans la soirée inaugurale des extraits du Malouf.

L'artiste japonaise fan du chant arabe, s'est dite «impressionnée» par le Malouf constantinois qui recèle des refrains doux, chics et émotionnels ce qui la pousser à s'intéresser sur ce genre musical considéré comme une variante de la musique arabo-andalouse.

Elle ambitionne tisser des liens entre les peuples algérien et japonais à travers cette musique dont le cachet classique facilite son adoption.

De leur part, les membres de la troupe algéro-russo-syrienne «Tarab» versée dans l'interprétation des chansons andalouses ont affirmé qu'ils s'emploient à travers les concerts animés en Russie à faire répandre cette musique arabe sur la scène russe.

Placée sous le slogan « Le Malouf, premier pont de Constantine et sa voix éternelle «, le 12è Festival international du Malouf se poursuivra jusqu'au mercredi.

R. C.

CAF AWARDS 2024

Lookman, Banda et Williams, les grands gagnants

Le Nigérian Ademola Lookman, la Zambienne Barbra Banda et le Sud-Africain Ronwen Williams ont été les principaux lauréats lors de la cérémonie des CAF Awards 2024, qui s'est tenue lundi à Marrakech, au Maroc. Le prestigieux événement a récompensé les meilleurs performeurs africains de l'année.La cérémonie a réuni des personnalités du football, venant du continent africain et d'ailleurs, pour célébrer la croissance et le développement du jeu en Afrique, ainsi que les progrès réalisés dans le football masculin et féminin ces dernières années.



Lookman a été nommé Joueur Africain de l'année après une année exceptionnelle avec Atalanta (Italie) et les Super Eagles. Il succède à son compatriote Victor Osimhen, lauréat en 2023. C'est la première fois que le Nigeria remporte ce prix deux années de suite depuis Nwankwo Kanu (1996) et Victor Ikpeba (1997).Banda a marqué la saison 2024 de la National Women's Soccer League en aidant l'Orlando Pride à remporter le NWSL Shield et le championnat, avec un but décisif en finale contre Washington Spirit. Elle a réalisé son troisième triplé aux Jeux olympiques de Paris 2024, un record absolu, et est devenue la première joueuse africaine incluse dans le FIFA/FIFPRO Women's World XI en 2024. Williams a été le seul double gagnant de la soirée, recevant les prix de Gardien de l'année chez les hommes et de Joueur interclubs masculin de l'année. Ses arrêts de pénalty spectaculaires lors de la Coupe d'Afrique des Nations CAF TotalEnergies 2023 en Côte d'Ivoire resteront longtemps dans les mémoires, y compris quatre dans la victoire en séance de tirs au but en quart de finale contre le Cap-Vert alors qu'il dirigeait l'Afrique du Sud vers la médaille de bronze. Le joueur de 32 ans a contribué à ce que son club, Mamelodi Sundowns, établisse un record de seulement 11 buts encaissés en 30 matchs dans le championnat sud-africain, tout en remportant un septième titre de ligue nationale consécutif. La Nigériane Chiamaka Nnadozie a remporté le prix de Gardienne de l'année pour la deuxième année consécutive après une autre saison exceptionnelle pour l'équipe française Paris FC, où elle a été nommée Gardienne de la saison 2023-2024 en Première Ligue. L'avant-centre de l'AS FAR et internationale marocaine Sanaâ Mssoudy a remporté le prix de Joueuse interclubs de l'année après avoir remporté le prix de Meilleure joueuse de la Ligue des Champions Féminine de la CAF 2024.

Lamine Camara du Sénégal et de Monaco a été nommé Jeune joueur de l'année chez les hommes alors que le milieu de terrain polyvalent a brillé pour son club et son pays avec ses prestations dynamiques. Doha El Madani de l'AS FAR et du Maroc a remporté le titre de Jeune joueuse de l'année. La joueuse de 19 ans a décroché le Soulier d'Or lors de la Ligue des champions féminine de la CAF 2024 avec six buts en cinq matchs. Le titre d'Entraîneur de l'année chez les hommes est allé à Emerse Fae après avoir mené la Côte d'Ivoire, au bord de l'élimination, au titre de vainqueur de la Coupe d'Afrique des Nations TotalEnergies CAF sur leur propre sol, dans l'une des plus grandes histoires sportives mondiales de 2024. La technicienne marocaine Lamia Boumehdi a été nommée Entraîneur de l'année chez les femmes après avoir conduit le TP Mazembe de la RD Congo au sommet de la Ligue des champions féminine de la CAF 2024 avec une victoire sur l'AS FAR en finale.

La couronne continentale de la Côte d'Ivoire leur a valu le titre d'Équipe nationale de l'année chez les hommes, tandis que les Super Falcons du Nigeria ont été nommées Équipe nationale féminine de l'année. La quatrième victoire de l'Al Ahly en Ligue des Champions CAF TotalEnergies en cinq ans leur a valu le titre de Club de l'année chez les hommes, tandis que le TP Mazembe a remporté le titre de Club de l'année chez les femmes. Le prix du but de l'année a été décerné à l'Angolais Mabululu pour son finition audacieuse contre la Namibie lors de la Coupe d'Afrique des Nations en Côte d'Ivoire. Ce prix était le seul à être soumis au vote des fans. Conformément à l'engagement du Président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, de récompenser tous les acteurs du jeu, les arbitres ont également été honorés aux CAF Awards 2024. Mutaz Ibrahim de Libye a été nommé Arbitre de l'année chez les hommes, tandis que Bouchra Karboubi du Maroc a été nommée Arbitre de l'année chez les femmes. Elvis Guy Noupue Nguegoue du Cameroun a été nommé Arbitre assistant de l'année chez les hommes et Diana Chikotesha de Zambie Arbitre assistant de l'année chez les femmes. Les équipes CAF-FIFPRO Africa Best XI, tant pour les hommes que pour les femmes, ont également été annoncées.

LAURÉATS DES CAF AWARDS 2024

Joueur CAF de l'année	Ademola Lookman (Nigeria / Atalanta)
Joueuse CAF de l'année	Barbra Banda (Zambie / Orlando Pride)
Gardien de but CAF de l'année	Ronwen Williams (Afrique du Sud / Mamelodi Sundowns)
Gardienne de but CAF de l'année	Chiamaka Nnadozie (Nigeria / Paris FC)
Joueur interclubs CAF de l'année	Ronwen Williams (Afrique du Sud / Mamelodi Sundowns)
Joueuse interclubs CAF de l'année	Sanaâ Mssoudy (Maroc / AS FAR)
Jeune joueur CAF de l'année	Lamine Camara (Sénégal / AS Monaco)
Jeune joueuse CAF de l'année	Doha El Madani (Maroc / AS FAR)
Entraîneur CAF de l'année (Hommes)	Emerse Fae (Côte d'Ivoire)
Entraîneur CAF de l'année (Femmes)	Lamia Boumehdi (TP Mazembe)
Équipe nationale de la CAF de l'année (Hommes)	Côte d'Ivoire
Équipe nationale de la CAF de l'année (Femmes)	Nigeria
Club de la CAF de l'année (Hommes)	Al Ahly (Égypte)
Club de la CAF de l'année (Femmes)	TP Mazembe (RD Congo)
Arbitre CAF de l'année (Hommes)	Mutaz Ibrahim (Libye)
Arbitre CAF de l'année (Femmes)	Bouchra Karboubi (Maroc)
But de la CAF de l'année	Mabululu (Angola)

Le but de Benzia ignoré, la polémique enfle !

LE BIJOU de Yassine Benzia, un retournée acrobatique spectaculaire contre l'Afrique du Sud en mars dernier, choisi parmi les plus beaux buts de l'année par la FIFA, a été ignoré par la CAF au profit d'un autre non sélectionné au pris PUSKAS. C'est le but de l'international angolais Mabululu marqué durant la dernière CAN qui a été plébiscité à la cérémonie des CAF Awards.La CAF fait une nouvelle fois polémique. Après avoir ignoré les exploits incroyables de Riyad Mahrez, en lice pour le titre de meilleur joueur africain l'année dernière, cette fois-ci, c'est la non-victoire du but de Benzia, véritable chef-d'œuvre de technique et d'audace, qui fait couler beaucoup d'encre. La réalisation de l'international algérien avait tout pour décrocher cette distinction. Sur cette



action, l'Algérien s'était lui-même créé l'occasion en levant le ballon avant de l'expédier en retournée dans les filets adverses, un geste aussi rare qu'élégant. En comparaison, le but de Mabululu, bien que réussi, est jugé par beaucoup comme nettement moins ambitieux et spectaculaire.En réaction à cette décision, Benzia n'a pas caché son amertume. Sur Instagram, il a laissé un commentaire sarcastique sous le post officiel de la CAF, une pique clairement dirigée envers l'organisation. La décision de la CAF a d'ailleurs rapidement déclenché un tollé sur les réseaux sociaux, où de nombreux supporters algériens et amateurs de football ont exprimé leur indignation.

Beaucoup considèrent que Benzia méritait amplement cette récompense pour la qualité de son but et dénoncent une injustice flagrante.Pour beaucoup, Benzia restera le véritable vainqueur moral de ce trophée, avec un but qui continuera de briller dans les mémoires. Quant à la CAF, l'institution fait face à une vague de critiques qui risque, une nouvelle fois, de ternir son image sur la scène mondiale.

La Super Ligue revient : nouveau nom et demande de reconnaissance par la FIFA et l'UEFA

Le promoteur de la Super Ligue a indiqué mardi avoir sollicité de la FIFA et l'UEFA la «reconnaissance officielle» de sa compétition, rebaptisée «Unify League», s'appuyant sur un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).Tiens, qui revoilà...



Ce mardi, le promoteur de la Super Ligue a annoncé avoir sollicité de la FIFA et l'UEFA la «reconnaissance officielle» de sa compétition, rebaptisée «Unify League». A22 Sports Management a «envoyé une proposition à l'UEFA et à la FIFA afin d'obtenir la reconnaissance officielle de ses nouvelles compétitions européennes transfrontalières de football de clubs», a écrit la société basée à Madrid, dans un communiqué transmis à l'AFP.Assurant avoir discuté avec les différents championnats, clubs et autres acteurs, A22 a indiqué avoir modifié sa formule avec la prise en compte des «performances annuelles» en championnat pour déterminer les participants à la compétition, sans davantage de détails sur les participants et le calendrier.»La compétition a un nouveau nom, la ‹Unify League›, en cohérence avec la plateforme de streaming qui diffusera les matchs en direct gratuitement», censée «améliorer considérablement l'expérience de visionnage chez soi», a ajouté A22.

ABUS DE POSITION

Ce projet alternatif à la Ligue des champions de compétition semi-fermée, qui avait failli faire imploser le football européen en 2021, était initialement soutenu par 12 clubs avec comme fers de lance le Real Madrid et le FC Barcelone. Mais les six clubs anglais avaient jeté l'éponge face à l'hostilité des instances du football, de leurs supporters et face au risque de mesures législatives envisagées par plusieurs gouvernements. D'autres clubs avaient ensuite aussi renoncé.En mai 2024, une décision de la justice espagnole estimait que la FIFA et l'UEFA avaient «abusé de leur position dominante» en s'opposant à la Super Ligue. Elle reprenait le raisonnement ayant conduit la CJUE à désavouer les règles de l'UEFA et de la FIFA visant à bloquer l'émergence de tournois concurrents, qui sont légitimes s'ils respectent des principes d'inclusivité, de méritocratie et s'ils s'intègrent au calendrier global. Mais l'UEFA avait réagi en soulignant avoir conçu une nouvelle réglementation qui «n'est pas affectée par la décision» : le tribunal madrilène «ne donne pas aux tiers le droit de développer des compétitions sans autorisation», avait-elle résumé.

MERCATO

Le Barça valide le transfert d'Erling Haaland



CETTE SAISON, Manchester City connaît de nombreuses difficultés. Pep Guardiola doit composer avec les nombreuses blessures. Mais il peut malgré tout compter sur Erling Haaland (24 ans), auteur de 18 buts (1 assist) en 22 apparitions toutes compétitions confondues. Ses prestations ne sont pas passées inaperçues en Espagne, où le FC Barcelone le suit toujours.Hier soir, l'émission El Chiringuito a révélé que les pensionnaires du Camp Nou se lanceront à l'assaut du Norvégien lors du prochain mercato d'été. Ils ont pris la décision de le recruter d'ici à l'été prochain, voire l'année suivante. Une décision qui a été validée en interne. Ils comptent sur les très bonnes relations entre le président Joan Laporta et la représentante du joueur, Rafaela Pimienta, pour y parvenir

SALAH SERAIT PROCHE DE PROLONGER AVEC LIVERPOOL

Selon les informations de Marca, Mohamed Salah est proche de prolonger avec Liverpool où il arrive en fin de contrat en juin 2025. Alors qu'il avait annoncé, au début du mois, être «probablement plus proche d'un départ que de rester», l'Égyptien, suivi de près par des poids lourds du football européen et des clubs d'Arabie Saoudite, pourrait désormais être sur la même longueur d'ondes que les dirigeants des Reds.
Alexander-Arnold demande 22 millions annuels pour rempiler

D'après The Sun, Liverpool serait aussi revenu à la charge pour Trent Alexander-Arnold qui arrive également en fin de contrat. Cependant, l'international anglais, convoité par le Real Madrid, demanderait un salaire de 22 millions d'euros par an pour rempiler avec les Reds.

NEUER DEVRAIT POURSUIVRE L'AVENTURE AVEC LE BAYERN

La belle aventure entre Manuel Neuer et le Bayern Munich devrait se poursuivre. Selon Sky Germany, Manuel Neuer est sur le point de prolonger jusqu'en juin 2026. L'officialisation de la nouvelle n'a cependant pas encore été planifiée.

SANÉ POURRAIT PARTIR LIBRE

Sous contrat avec le Bayern Munich jusqu'en juin 2025, Leroy Sané pourrait partir libre l'été prochain, annonce Sky Germany. Le club bavarois n'aurait pas engagé de discussions pour une éventuelle prolongation de contrat.

ALLI VERS CÔME ?

D'après le journaliste Fabrizio Romano, Dele Alli, sans club depuis l'été dernier et son départ d'Everton, va s'entraîner avec Côme (Série A) à partir du 26 décembre. Le milieu international anglais pourra-t-il signer un contrat ? Tout dépendra de son état de forme et de ses performances à l'entraînement.

MANCHESTER UNITED A COCHÉ LE NOM DE KOLO MUANI

Écarté par Luis Enrique lors du match PSG-Lyon (3-1) dimanche soir, Randal Kolo Muani pourrait plus que jamais se diriger vers un départ. Selon L'Equipe, un prêt avec option d'achat serait envisageable cet hiver. Ainsi, Manchester United aurait coché son nom comme Leipzig et Monaco.

LE PRIX D'OSIMHEN EST CONNU

Alors que le Paris Saint-Germain pourrait revenir à la charge pour Victor Osimhen en janvier, comme l'affirmaient plusieurs médias ces dernières semaines, le prix de l'attaquant de Galatasaray est connu. Selon le journaliste italien Nicolo Schira, la clause libératoire de l'ancien Lillois sera de 81 millions d'euros en janvier 2025. Six mois plus tard, elle repassera à 75 millions d'euros.

RASHFORD SUR LE DÉPART CET HIVER ?

Depuis début décembre, Marcus Rashford a vu son temps de jeu baisser à Manchester United. Non convoqué pour le derby gagné sur le terrain des Cityzens (1-2) dimanche, l'attaquant international anglais pourrait partir cet hiver, indique Sky Germany. En effet, les Red Devils seraient prêts à lui ouvrir la porte en cas d'offre intéressante.

Phi-4, le nouveau petit modèle de Microsoft qui raisonne comme un grand



Que reste-t-il encore aux grands modèles ? Sur certains tests mathématiques et arithmétiques, le nouveau SLM « Phi-4 » de Microsoft se montre plus pertinent que les grands modèles frontières GPT-4o, Claude 3.5 ou Gemini Pro 1.5 !

Longtemps dominé par des architectures gigantesques cumulant des centaines de milliards de paramètres, l'écosystème IA s'enthousiasme désormais pour les avantages stratégiques des modèles plus compacts. Rapides à entraîner, plus économes en ressources de calcul et plus faciles à déployer, ces « petits » modèles s'imposaient jusqu'ici dans des environnements contraints, qu'il s'agisse d'applications industrielles, d'outils dédiés à la recherche ou de services hybrides. Mais aujourd'hui, ils s'imposent partout, dans les laboratoires de recherche comme dans les entreprises et même dans les IA du cloud comme en témoigne l'énorme potentiel de « Gemini 2.0 Flash« , désormais modèle multimodal de référence pour l'assistant Gemini AI.

En 2024, les petits modèles se sont multipliés comme des petits pains approchant et parfois dépassant les capacités des grands modèles tout en nécessitant bien moins de ressources informatiques et énergétiques pour les inférer, voire tout en étant capables d'exécuter en local des IA aussi douées que les grands modèles du cloud pour peu qu'on les exploite à bon escient.

Parmi ces petits modèles, la gamme Phi de Microsoft a beaucoup fait parler d'elle cette année. Les premières versions de Phi ont ainsi été adoptées par des équipes de recherche, des développeurs indépendants et des entreprises technologiques soucieuses de trouver un compromis optimal entre performance, rapidité et coût. Les itérations antérieures, comme Phi-3, ont démontré la capacité à maintenir une qualité de réponse satisfaisante tout en limitant la taille du réseau de neurones. Les utilisateurs y ont vu une opportunité d'intégrer plus facilement l'IA dans leurs produits et services, sans l'infrastructure lourde et les dépenses énergétiques associées aux géants du domaine.

Phi-4, un petit modèle qui raisonne

C'est dans ce contexte que Microsoft vient d'annoncer Phi-4, une nouvelle génération qui se distingue par des avancées significatives, notamment dans le domaine des mathématiques. Les grands LLM frontières comme « Open AI o1 » ou « Anthropic Sonnet 3.5 » ont à peine introduit des capacités de raisonnement que de telles capacités commencent déjà à débouler dans l'univers des petits modèles !

Avec 14 milliards de paramètres, Phi-4 demeure un modèle de taille « modeste » par rapport aux standards du marché, mais il se hisse à un niveau de performance remarquable sur des évaluations exigeantes, surpassant même des modèles plus vastes – y compris Gemini 1.5 ou Claude 3.5 Sonnet – en résolution de problèmes mathématiques !

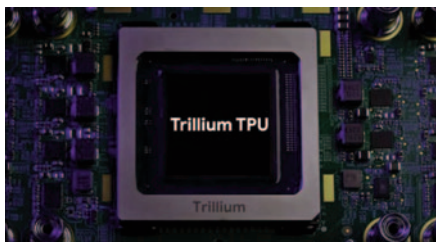
Cette réussite repose sur la qualité de l'ensemble d'entraînement soigneusement choisi, la mise en place d'un nettoyage de données plus strict, un processus de post-entraînement soigné (par exemple, via des techniques d'échantillonnage par rejet, d'auto-révision, d'inversion d'instructions), le tout afin de garantir la crédibilité des évaluations et la pertinence des résultats. En outre, un effort particulier a été mené pour écarter le risque de contamination des tests de performance par des données déjà vues lors de la phase d'apprentissage. Cette précaution s'avère cruciale pour authentifier l'amélioration réelle des capacités du modèle, confirmée par des épreuves mathématiques récentes et inédites.

Le résultat se concrétise par un modèle Phi-4 mieux entraîné, plus affûté, et apte à aborder des problèmes arithmétiques et algébriques de manière plus sûre et plus cohérente.

Bien évidemment, la taille modeste de Phi-4 demeure un frein à certaines formes de raisonnement approfondi ou de compréhension contextuelle, et le modèle n'échappe pas au phénomène bien connu des « hallucinations » lorsque le domaine abordé est trop spécifique ou insuffisamment représenté dans le corpus d'entraînement.

Pour l'heure, Phi-4 est disponible via la plateforme Azure AI Foundry, sous licence de recherche, et devrait bientôt rejoindre d'autres canaux de diffusion, dont Hugging Face. Sa mise à disposition s'inscrit dans la continuité d'un effort visant à démocratiser des modèles plus raisonnables en taille, plus simples à personnaliser et mieux adaptés à des contextes opérationnels variés. Pas de doute, on va encore beaucoup entendre parler des petits modèles en 2025…

De Gemini 2.0 aux réseaux Jupiter : les TPU Trillium de Google Cloud sont disponibles



LES HYPERSCALERS accélèrent leur transition vers des puces IA maison, combinant puissance, efficacité énergétique et coûts optimisés. Avec une amélioration drastique des performances et une durabilité renforcée, les TPU Trillium s'imposent comme la réponse de Google Cloud aux défis actuels de l'IA. Ils ont notamment été massivement utilisés pour entraîner les modèles Gemini 2.0 annoncés cette semaine. Ces TPU sont désormais accessibles aux développeurs via Google Cloud. Face à la pénurie de GPU NVIDIA, à leurs coûts élevés, et face à l'adoption massive de l'IA par les entreprises ainsi qu'à un besoin urgent d'économies énergétiques, les hyperscalers misent de plus en plus sur leurs propres accélérateurs IA internes. Ces derniers promettent non seulement une meilleure efficacité énergétique que les GPU, mais également un coût de possession plus avantageux pour eux.

Lors de son dernier « Re:Invent 2024 », AWS n'a cessé de pousser ses Trainium2 et ses futurs Trainium3 expliquant les utiliser pour tous ses besoins IA, pour tous les besoins IA d'Anthropic et invitant les entreprises et développeurs à faire massivement de même. Cette semaine, c'est Google Cloud qui officialise la disponibilité générale de ses nouveaux TPU « Trillium » qui succèdent aux TPU v5e et TPU v5p. Cela fait maintenant plus d'une décennie que Google Cloud conçoit ses propres accélérateurs IA, les TPU, et les installe au cœur de ses infrastructures cloud.

Annoncé – un peu par surprise – lors du dernier « Google I/O », la sixième génération de TPU Google est donc officiellement accessible à tous les acteurs, éditeurs et développeurs IA.

Google Cloud ne manque d'ailleurs d'annoncer que ses « Trillium » ont largement été utilisés pour l'apprentissage de sa toute nouvelle génération de modèles « Gemini 2.0 » dont la première itération « Gemini 2.0 Flash » a également été annoncée en preview cette semaine !

Les Trillium TPU sont un élément clé de l'« AI Hypercomputer » de Google Cloud, une architecture de supercalculateur IA intégrant matériel optimisé, logiciels ouverts, frameworks ML majeurs (JAX, PyTorch, TensorFlow), et des modèles de facturation flexibles.

Cette plateforme permet d'exploiter jusqu'à 100 000 puces Trillium au sein d'un seul tissu réseau « Jupiter » offrant 13 pétabits/s de bande passante, afin de faire évoluer un job d'entraînement distribué à une échelle jamais vue.

L'architecture Trillium se distingue par des améliorations significatives en termes de performances. Parmi les optimisations annoncées :

Une augmentation de 4,7 fois des performances de calcul par puce par rapport à la génération précédente.

Un doublement de la capacité mémoire HBM (High Bandwidth Memory).

Un doublement de la bande passante d'interconnexion entre puces (ICI).

Une amélioration de 67% de l'efficacité énergétique.

Des gains de performances allant jusqu'à 4x pour l'entraînement de grands modèles de langage (LLM) denses et jusqu'à 3,8x pour les architectures de type Mixture of Experts par rapport aux TPU v5e.

Une scalabilité presque linéaire lors de l'entraînement de très grands modèles, grâce à une topologie réseau de pointe et à une pile logicielle co-conçue.

Jusqu'à 3x plus de capacité DRAM côté host, permettant un offloading plus efficace de certaines opérations et une amélioration de plus de 50% de l'utilisation effective des ressources lors de l'entraînement de modèles LLM de plusieurs centaines de milliards de paramètres.

Jusqu'à 3x plus de débit en inférence pour des modèles comme Stable Diffusion XL, et près de 2x plus de débit en inférence pour Llama-2-70B, par rapport aux TPU v5e.

Les Pods Trillium, regroupant chacun 256 processeurs Trillium, peuvent être associés en clusters massifs interconnectés par un réseau à plusieurs pétabits par seconde. Cette architecture distribuée se révèle particulièrement efficace pour l'entraînement des modèles de fondation de nouvelle génération tels que Gemini 2.0. Les tests internes de Google montrent par exemple une efficacité de scaling de 99% pour un cluster de 3072 puces, et de 94% pour 6144 puces, sur des modèles LLM du type GPT-3 175B.

La durabilité n'est pas en reste : en plus d'une efficacité énergétique améliorée, les performances coût sont au rendez-vous. Les premières analyses mettent en évidence des gains significatifs en performance par dollar, avec jusqu'à 2,5x d'amélioration pour l'entraînement et 1,4x pour l'inférence par rapport aux générations précédentes de TPU.

Pour l'inférence d'images, le coût de génération de mille images est réduit de 27% en mode offline et de 22% en mode online avec Stable Diffusion XL par rapport aux TPU v5e.

Désormais accessibles aux entreprises et aux startups, les nouvelles infrastructures Trillium leur offrent les mêmes atouts en matière de performances, d'efficacité et de durabilité.

Google Gemini 2.0 : L'ère des agents intelligents

Google annonce Gemini 2.0 Flash, première concrétisation de la future famille 2.0, une famille de modèles que Google affirme avoir créés pour l'ère des agents IA. Et pour le démontrer, la firme américaine dévoile des projets expérimentaux qui deviendront des fonctionnalités IA de Gemini en 2025…



Alors qu'OpenAI dévoile au compte-goutte ses nouveautés pour ChatGPT et son écosystème d'IA, Google contre-attaque médiatiquement en annonçant sa génération de modèles « Gemini 2.0 » en ne dévoilant cependant que le petit Gemini 2.0 Flash alors qu'il semble de plus en plus évident que les acteurs de l'IA rencontrent d'immenses difficultés à produire une nouvelle génération de très grands modèles frontières.

Selon Google, sa nouvelle génération de modèle IA « Gemini 2.0 » marque une évolution significative vers ce que l'entreprise appelle « l'ère agentique ». En ne dévoilant que la version Flash, il est assez difficile de se rendre réellement compte des apports de cette génération « 2.0 ». Mais ce lancement confirme que les petits modèles sont désormais capables de très grandes choses. Les innovations clés de Gemini 2.0 Flash S'il est un point fondamental qui différencie « Gemini 2.0 Flash » des éditions Flash précédentes, c'est sans aucun doute l'arrivée de capacités multimodales étendues. Une preuve de plus que les progrès réalisés par les petits modèles, issus d'une technique de réduction de grands modèles appelée « dillution », leur permettent désormais d'en faire presque autant que les gros modèles bien plus énergivores et coûteux. Plus le temps passe, moins il devient cohérent et pertinent de dépenser bien plus (en argent pour les clients mais aussi, pour les hyperscalers, en infrastructure d'inférences et d'apprentissage) pour les grands modèles. C'est tout le problème des GPT-5, Claude 1.5 Opus et Gemini 1.5 Ultra que l'on n'a toujours pas vus et que l'on ne verra peut-être même jamais!

Le modèle peut désormais générer nativement des images mélangées au texte, produire du texte et synthétiser de la parole dans plusieurs langues avec une synthèse vocale personnalisable, analyser en quasi temps réel des images et même des vidéos, le tout avec une performance doublée par rapport à son prédécesseur. Cette amélioration notable s'accompagne d'une intégration native avec les services Google, permettant notamment l'exécution de code et l'accès direct à Google Search.

Conscient des enjeux de sécurité, Google adopte une approche progressive dans le déploiement de ces technologies. La version expérimentale de Gemini 2.0 Flash est immédiatement disponible via l'API Google dans AI Studio et Vertex AI, tandis que certaines fonctionnalités avancées, comme la génération d'images et la synthèse vocale, sont réservées aux partenaires early-access. Le déploiement complet est prévu pour janvier 2025.

Des interactions en temps réel

Parallèlement ailleurs, Google lance une nouvelle « Multimodal Live API » facilitant la création d'applications avec streaming audio et vidéo en temps réel pour créer des applications capables d'analyser et de répondre instantanément aux entrées multimodales ! Et donc disposer d'applications avec le même genre d'interactivité homme-machine « next gen » avec le naturel et la fluidité d'un Gemini Live ou d'un ChatGPT Advanced Voice Mode.

Gemini 2.0 Flash « preview » fait également son apparition dans le chatbot Gemini via l'app Gemini sur Desktop et Web. Son intégration sur les mobiles est annoncée pour très bientôt.

DEEP RESEARCH, la réponse à GPT SEARCH ?

Mieux encore, les abonnés à la version payante du chatbot, Gemini Advanced, vont avoir accès à une toute nouvelle fonctionnalité « Deep Research » qui est la réponse de Google à la fonction « GPT Search » d'OpenAI dans ChatGPT Plus !

Deep Research se distingue par sa capacité à élaborer des plans de recherche multi-étapes sophistiqués. Le processus s'articule autour d'une approche itérative :

L'utilisateur formule une question ou définit un sujet de recherche

Le système élabore un plan de recherche structuré, soumis à validation

L'analyse s'effectue par itérations successives, chaque découverte alimentant de nouvelles pistes d'exploration

Les résultats sont synthétisés dans un rapport détaillé, enrichi de références sourcées L'approche méthodologique de Deep Research se distingue par sa capacité à affiner progressivement ses recherches. Le système analyse les informations découvertes, lance de nouvelles requêtes basées sur ses découvertes, et répète ce processus jusqu'à obtenir une compréhension approfondie du sujet. Le résultat final se matérialise sous forme d'un rapport structuré, directement exportable vers Google Docs pour faciliter l'édition ultérieure.

Dit autrement « Deep Research » est un peu une adaptation du mode Deep Search de Microsoft Copilot ou encore une combinaison de « GPT Search » et du mode de raisonnement avancé d'OpenAI o1.

Selon Google, la puissance de Deep Research repose sur deux avancées majeures de Gemini 2.0 (que l'on retrouvera sur les futurs modèles » : la fonction « Advanced reasoning » qui procure au modèle des capacités d'analyse contextuelle approfondie et la fonction « Long context capabilities » permettant un traitement de volumes importants d'information. Pour Google, « Deep Research permet d'économiser des heures de travail » en automatisant les processus de recherche complexes.

La fonctionnalité n'est disponible qu'aux USA et il y a fort à parier que les Européens devront attendre quelques mois avant d'en profiter.

De nouveaux projets expérimentaux

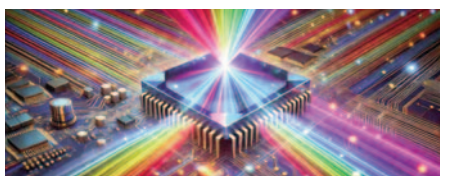
Au-delà de ces annonces, Google veut imposer dans l'inconscient collectif que « Gemini 2.0 » inaugure en réalité une nouvelle ère de l'IA, celle des Agents IA, celle de l'IA agentique. Et pour le démontrer, la firme a levé le voile sur trois projets majeurs illustrant sa vision de l'IA agentique : Project Astra : Un assistant IA universel capable d'intégrer des informations du monde réel et de prendre des initiatives contextuelles (suggestions de restaurants, planification d'itinéraires).

Project Mariner : Une interface capable d'interpréter le contenu des navigateurs web en temps réel, analysant texte, code et images pour proposer des actions pertinentes.

Jules : Un agent dédié aux développeurs qui s'intègre aux workflows GitHub pour automatiser la gestion et le débogage du code (Python et JavaScript).

Bref, Google a bien l'intention de démarrer l'année 2025 en prenant les devants sur la concurrence. Alors qu'OpenAI devrait évoquer cette semaine quelques nouveautés autour des « Agents » et de ses modèles, Google prend de l'avance en dévoilant des projets encore loin d'être fonctionnalité accessibilité et en dévoilant son « Gamini 2.0 Flash ». De quoi largement attirer les regards et mettre l'écosystème de l'IA en attente de plus d'infos sur les modèles plus évolués !

IBM & MIT : les promesses de l'informatique photonique



L'AVENIR de l'intelligence artificielle pourrait bien se jouer à la vitesse de la lumière. Deux avancées récentes, l'une signée IBM et l'autre issue du MIT, montrent que le futur de l'informatique pourrait désormais reposer sur la photonique. Exit l'électron, bonjour le photon…

L'informatique doit tout à l'invention de la diode (en 1904) et du transistor (en 1947) qui ont permis la concrétisation de circuits électroniques puis de circuits intégrés et de processeurs basé sur le traitement de signaux électriques et donc du déplacement d'électrons ! D'où d'ailleurs le nom « Electron… ique ».

Sacré photon !

Et si, au lieu des électrons, on transportait l'information au travers de photons (et donc de signaux de lumière) ? L'idée d'utiliser la lumière pour le traitement de l'information remonte à plusieurs décennies. Dès les années 1960 et 1970, des chercheurs ont exploré le potentiel des signaux optiques pour le traitement de l'information, développant des dispositifs tels que des commutateurs optiques et des modulateurs électro-optiques. Ces premières avancées ont jeté les bases des futurs processeurs photoniques exploitant les photons en lieu et place des électrons.

Les photons, particules élémentaires de la lumière, offrent des avantages significatifs par rapport aux électrons dans le domaine informatique. Se déplaçant à la vitesse de la lumière, les photons permettent une transmission de données ultra-rapide. De plus, leur nature électriquement neutre élimine les interférences électromagnétiques, autorisant une densité accrue des circuits sans risque de perturbations mutuelles. Et, contrairement aux électrons, les photons ne génèrent pas de chaleur lors de leur déplacement, ce qui réduit la consommation énergétique et les besoins en refroidissement des systèmes informatiques. Intel est un des grands visionnaires et précurseurs de l'informatique photonique. L'entreprise travaille sur le sujet depuis des décennies et à réaliser plusieurs progrès pour petit à petit exploiter un peu plus les photons au cœur des infrastructures réseaux et informatiques. Intel a dévoilé en juin de cette année le premier connecteur optique photonique intégré, ou Optical Coherent Interface (OCI). Ce composant innovant utilise des signaux lumineux pour la transmission de données, atteignant des vitesses de connexion de 32 Gbps sur 64 canaux, soit une transmission bidirectionnelle de 4 térabits par seconde. Cette technologie surpasse les interconnexions électriques traditionnelles en offrant une bande passante supérieure, une latence réduite et une meilleure efficacité énergétique, avec une consommation de seulement 5 picojoules par bit.

Intel a également présenté des lasers à boîte quantique sur des plaquettes de silicium de 300 mm permettant d'intégrer aisément les lasers dans les ordinateurs. Et, la R&D d'Intel a également développé un transmetteur photonique entièrement intégré, combinant un laser à rétroaction distribuée et un modulateur Mach-Zehnder assisté par anneau. Ce dispositif a démontré une transmission de 224 Gb/s en modulation PAM-4 sur une fibre optique d'un kilomètre, avec une pénalité de transmission de seulement 1,25 dB. Mais Intel n'est pas le seul acteur à s'intéresser à l'informatique photonique. Cette semaine, deux annonces, une d'IBM, l'autre du MIT, montre que la R&D dans ce domaine progresse.

Le MIT dope l'IA au photon

Le MIT, pour sa part, franchit un pas supplémentaire en montrant comment le calcul photonique intégré peut exécuter toutes les opérations d'un réseau de neurones profonds directement en optique ! Au cœur de cette prouesse, des unités de fonction optique non linéaire (NOFUs) permettent de réaliser l'ensemble des calculs critiques sans jamais quitter le domaine lumineux, le tout avec une latence inférieure à la demi-nanoseconde.

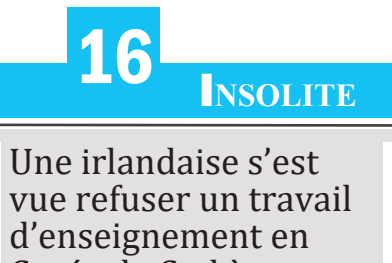
L'architecture du processeur s'articule autour de trois couches complémentaires. La première encode les paramètres du réseau neuronal en signaux lumineux. La deuxième, composée de diviseurs de faisceau programmables, effectue les multiplications matricielles.

Une irlandaise s'est vue refuser un travail d'enseignement en Corée du Sud à cause de la « nature alcoolique des irlandais » !



EN 2014, l'enseignante Katie Mulrennan, du comté de Kerry, en Irlande, a envoyé par courriel une demande d'emploi pour le poste d'enseignante d'anglais à Séoul, la capitale sud coréenne.
Une semaine plus tard, elle a reçu une réponse scandaleuse de l'agence à laquelle elle a envoyé la demande qui dit : « Nous somme désolés de vous informer que notre client n'embauche pas les Irlandais en raison de la nature alcoolique de votre genre. »

Certaines personnes n'ont besoin que de 4 heures de sommeil par nuit !



SELON les scientifiques, c'est une mutation du gène hDEC2 qui est à l'origine de ce fait, en effet, cette mutation génétique diminue la longueur idéale du sommeil qui est généralement de 7 à 8 heures à seulement 4 heures. Les personnes qui ont cette mutation n'ont besoin que de cette durée pour passer une longue journée sans ressentir de la fatigue ou n'importe quel autre symptôme dû au manque de sommeil.

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS



Les habitants de la "rue de la mort" en Bolivie refusent de quitter leurs maisons

Les habitants de la "rue de la mort" d'El Alto, près de La Paz, en Bolivie, les appellent les "maisons suicides", en raison du risque élevé pour leur sécurité.

Comme vous le voyez sur les images captées par l'agence Reuters, il s'agit de baraquements colorés perchés au bord d'une falaise de plus de 100 mètres. Au fil des années, elle s'érode en raison du dérèglement climatique et les maisons menacent de s'effondrer.
Magré les avertissements des autorités boliviennes, les habitants des lieux, des chamans aussi appelés amauta, refusent de quitter leurs maisons "Nous ne quitterons pas cet endroit parce que c'est notre lieu de travail quotidien", réagit Manuel Mamani, l'un des nombreux amauta (figure emblématique dans les cultures andines, ndlr) qui vivent et travaillent dans la "rue de la mort". Les chamans organisent quotidiennement des cérémonies de sacrifice et sont convaincus qu'ils seront ainsi épargnés de tout malheur. "Si quelque chose devait arriver ici, comme un glissement de terrain, nous pourrions faire une offrande et cette terre ne bougerait plus jamais", poursuit Gabriel Lopez Chiva, un collègue amauta de Mamani.

"S'ils refusent, ils devront recourir à la force"

Ces habitations précaires servent souvent de lieu de travail aux chamans aymaras, appelés yatiris, des guérisseurs à la fois des corps et des âmes qui accomplissent les rituels de Pachamama, la Terre-Mère – l'une des divinités majeures du peuple aymara.
"La falaise de cette vallée est à 90 degrés et continue de s'effondrer en raison des fortes pluies et des effets du réchauffement climatique", explique Gabriel Pari, secrétaire municipal chargé de l'eau, de l'assainissement, de la gestion de l'environnement et des risques à la mairie d'El Alto. "Les fondations des cabanes sont visibles, c'est pourquoi les habitants ont été avertis et recevront un nouvel avertissement."
Le conseil municipal d'El Alto - l'une des villes les plus hautes du monde - appellent les chamans à quitter les lieux, en raison des risques pour leur sécurité. "Et s'ils refusent, ils devront recourir à la force", concluent les autorités locales.

Elections américaines 2024 : C'est l'heure des grands électeurs, mais pourquoi ?



PROCESSUS• Ce mardi, les 538 grands électeurs formant le collège électoral voteront officiellement pour élire le président des Etats-Unis. On vous explique pourquoi c'est crucial Le 5 novembre 2024, Donald Trump a été élu président des Etats-Unis, après avoir remporté une majorité des votes dans les Etats clés du pays. Cependant, conformément au système électoral américain, son élection ne sera officiellement validée qu'après la réunion du collège électoral, ce 17 décembre. Une étape incontournable du processus présidentiel. Créé par la Constitution des Etats-Unis en 1787, ce collège électoral est une institution singulière qui fait partie intégrante du système électoral américain. Contrairement à une élection basée uniquement sur le vote populaire, le président des Etats-Unis est élu indirectement par les citoyens via ces fameux grands électeurs. 20 Minutes fait le point.

C'est quoi ces 538 électeurs, répartis entre les Etats ?

Le collège électoral est composé de 538 électeurs, répartis entre les Etats en fonction de leur représentation au Congrès : chaque Etat dispose d'un nombre de grands électeurs égal au nombre de ses représentants à la Chambre des représentants, auquel s'ajoutent ses deux sénateurs. Dans ces 538 voix, il faut également ajouter trois votes qui sont attribués à Washington D.C., selon le 23e amendement de la Constitution.
Pour devenir président, un candidat doit ainsi obtenir une majorité absolue de ces votes électoraux, soit au moins 270 voix. Ce système reflète l'équilibre voulu par les pères fondateurs entre les intérêts des Etats et ceux de la population nationale. « Quels que soient les électeurs qui l'emportent dans ces élections, ce sont eux qui votent finalement au collège électoral », a expliqué Michael Thorning, directeur du projet sur la démocratie du Bipartisan Policy Center à CBS News.

Comment fonctionne le collège électoral ?

Après l'élection, les Etats certifient les résultats et désignent les grands électeurs qui se réuniront en décembre dans leurs capitales respectives pour voter officiellement pour le président et le vice-président des Etats-Unis. Dans le Nevada, par exemple, les six grands électeurs se retrouveront ainsi à Carson City, la capitale de l'Etat. Dans les 48 Etats et à Washington D.C., le candidat remportant la majorité des voix obtient l'ensemble des votes de cet Etat, selon le principe du fameux « winner takes all » (expliqué dans notre vidéo ci-dessous). Seuls le Maine et le Nebraska utilisent un système proportionnel qui permet de diviser les votes entre les candidats.
Chaque électeur signe ensuite un certificat de vote, qui consigne le résultat de leur vote. Ces certificats sont alors envoyés à plusieurs institutions fédérales : le président du Sénat qui est également le vice-président en exercice (Kamala Harris en l'occurrence), les archives nationales des Etats-Unis, qui conservent ces certificats comme documents officiels, et les juges fédéraux de district, afin de garantir une copie locale.

Quand a lieu la certification des votes par le Congrès ?

Après la réunion du collège électoral, les votes sont comptés et certifiés lors d'une session conjointe du Congrès, prévue le 6 janvier 2025.
Cette réunion, présidée par le vice-président en exercice, est la dernière étape avant la confirmation officielle du président élu. Au cours de cette session, les votes des grands électeurs sont lus, Etat par Etat, et les résultats sont comptabilisés. Si aucune objection majeure n'est soulevée par des membres du Congrès, le président du Sénat déclare officiellement le vainqueur de l'élection.
En cas d'égalité ou si aucun candidat n'atteint la majorité de 270 votes, la décision revient à la Chambre des représentants, qui élit le président parmi les trois candidats ayant obtenu le plus de votes. Ce qui demeure extrêmement rare dans l'histoire américaine. De même, la grande majorité des Etats imposant aux grands électeurs de respecter le choix des électeurs, il est rare d'avoir eu des « grands électeurs infidèles » (« Faithless Electors »). Plus d'une centaine dans l'histoire des Etats-Unis a pu attirer l'attention, mais leur « trahison » n'a jamais modifié l'issue d'une présidentielle US.

Qu'en pensent les Américains ?

Une grande majorité des Américains se prononcent pour la fin de ce système de vote par collège électoral, jugé trop « complexe » et trop en décalage avec le vote populaire et national (comme en 2016 lorsque Donald Trump a été élu). Selon un sondage du Pew Research Center, 63 % des personnes interrogées souhaiteraient que ce soit le vote populaire qui désigne le président.

Antarctique : l'île de la Déception pourrait-elle apporter la réponse à l'énigme de la vie sur Mars ?

Une île volcanique au coeur des glaces et en forme de fer à cheval pourrait-elle être la réponse à l'énigme de la vie sur Mars ? Avec un passé brûlant et un présent glacial, l'île de la Déception, dans l'Antarctique, donne aux chercheurs des indices sur cette possible vie extraterrestre.



Déception ? Dissimulation devrait-on plutôt dire. Car cette île de l'archipel des Shetland du sud, à 120 km au nord de la péninsule Antarctique, a surtout pour caractéristique, derrière son apparence parfaitement circulaire, d'avoir une étroite entrée maritime dissimulant une large baie protégée de la houle et des vents glacés.

La baie, baptisée Port Foster, fut découverte par des baleiniers américains au XIXe siècle. Les marins venaient s'y mettre à l'abri des tempêtes et des icebergs. D'un diamètre d'environ 15 km, son point le plus haut culmine à 539 m, et près de 60 % de l'île est recouverte par les glaces.

Poissons, krill, anémones et éponges de mer subsistent dans cet écosystème unique, en contrebas d'un volcan actif depuis des milliers d'années et recouvert de neige.

Eruptions destructrices

Les dernières éruptions, dans les années 1970, ont anéanti les bases scientifiques installées au XXe siècle mais au fil du temps, la vie a repris.

Les chercheurs sont convaincus que ce lieu, où pingouins, phoques et otaries nagent en toute tranquillité, présente des caractéristiques similaires à celles de Mars.

L'étude des micro-organismes qui y sont présents, capables de résister à des températures allant jusqu'à -28 degrés Celsius, pourrait être un indice de la possibilité d'une existence au-delà de notre atmosphère.

C'est "analogue à Mars parce que (là-bas) nous avons une planète avec (un passé) d'immense activité volcanique (...) et qu'actuellement il y a des conditions très froides", explique à l'AFP le géologue planétaire espagnol Miguel de Pablo.

L'analyse des roches de l'île de la Déception complète le travail des ingénieurs, scientifiques et astronomes qui creusent et survolent déjà Mars avec des robots.

"C'est la meilleure approche possible pour comprendre Mars sans poser le pied sur cette planète située à 225 millions de kilomètres de la Terre", poursuit M. de Pablo, professeur à l'université espagnole d'Alcalá et responsable du réseau de surveillance des sols gelés de l'Antarctique.

Les vestiges rouillés d'anciennes bases scientifiques sont encore visibles sur l'île de 89,5 km2, où l'on trouve des sources chaudes.

Des mousses et des lichens uniques poussent à la surface. Des milliers d'oiseaux y nichent également, selon l'Université nationale de Colombie, qui elle aussi étudie sa similitude avec Mars.

Pour Wilson Andrés Ríos, capitaine de frégate dans la marine colombienne et chercheur, les changements subis sur l'île de la Déception, comme dans tout l'Antarctique, s'expliquent par "l'évolution de l'intervention humaine".

"Terre de paix et de recherche"

Au début du siècle dernier, l'île a été le théâtre d'une "chasse aveugle" aux phoques et aux baleines, raconte M. Ríos, l'un des membres de la 10e expédition scientifique colombienne, qui sillonne les eaux depuis le port caribéen de Carthagène jusqu'à ce coin reculé de la planète à bord de l'ARC Simon Bolivar.

En 1931, une usine de traitement d'huile de baleine installée par des Norvégiens a fermé ses portes et en 1944, l'île est devenue le siège d'une base scientifique britannique, après une expédition lancée pendant la Seconde Guerre mondiale pour occuper les territoires de l'Antarctique, baptisée Opération Tabarin. Les Chiliens y ont également installé des stations scientifiques.

Après les éruptions destructrices de 1967 et 1969, l'île est déclarée "terre de paix et de recherche", l'une de ces zones spécialement protégées internationalement de l'Antarctique.

Sous le regard médusé des chercheurs, des milliers de touristes y débarquent sur des bateaux de croisière, un phénomène "en augmentation inquiétante", selon l'historienne et maître en géographie Natalia Jaramillo, coordinatrice scientifique de l'expédition.

Bien que les températures sur Mars soient beaucoup plus basses – jusqu'à -153 degrés Celsius selon la Nasa, l'agence spatiale américaine –, M. De Pablo est convaincu de la contribution de l'île à la science et à une humanité tournée vers l'espace extra-atmosphérique.

En 2023, des chercheurs de la Nasa ont conclu que Mars avait autrefois un climat avec des saisons cycliques qui était propice au développement de la vie, selon les conclusions des indices trouvés sur la planète rouge par le rover autonome Curiosity.Ils supposent également qu'une immense éruption volcanique a modifié son atmosphère et entraîné l'apparition d'océans et de rivières ensuite évaporés.

"Les conditions de l'Antarctique peuvent nous aider à comprendre si les conditions nécessaires au développement de la vie pourraient être ou avoir été présentes sur Mars", ajoute M. De Pablo.

"Nous ne sommes pas sûrs à 100 % (des résultats), mais c'est un moyen de définir les choses qui ont pu se produire (sur Mars) ou d'en exclure d'autres", conclut-il.

De nouvelles îles voient le jour au Groenland, en partie à cause du changement climatique



ALORS QUE la fonte des calottes polaires contribue à faire monter le niveau de la mer en divers endroits, au Groenland, paradoxalement, le socle rocheux – allégé d'une partie de ses glaces – s'élève. Une étude de l'université technique du Danemark révèle la part de l'influence humaine dans ce processus.

La naissance d'une île. Lorsque ce phénomène prodigieux survient en plein milieu de l'océan Pacifique comme ce fut le cas dans l'archipel des Tonga en 2022, il a de fortes chances d'être le fruit d'une activité volcanique intense. Au Groenland, en revanche, l'explication est à chercher ailleurs…

De nouvelles recherches menées par l'institut spatial de l'Université technique du Danemark (DTU Space) révèlent que le socle rocheux de ce pays arctique s'est élevé de 20 cm au maximum au cours des dix dernières années (2013-2023). Soit, en termes de tendance, deux mètres gagnés en un siècle !

Une part naturelle et une part d'origine humaine

Ces travaux publiés dans la revue Geophysical Research Letters (13 janvier 2024) se basent sur l'analyse de données provenant du réseau GNET, constitué d'une soixantaine de stations de mesure GPS situées le long des côtes groenlandaises (communiqué).

En réalité, l'élévation du sol au Groenland n'est une surprise pour personne. En effet, lorsque la dernière ère glaciaire s'est achevée il y a environ 12 000 ans, la pression exercée sur la masse continentale par l'épaisse couche de glace qui la recouvrait jusqu'alors a commencé à se relâcher, déclenchant un lent rebond (dit "visco-élastique") de la roche.

Mais l'apport de la nouvelle étude est de pouvoir, grâce à la précision du système GPS – de l'ordre du millimètre –, calculer la part du soulèvement terrestre causée par la fonte accrue (plus récente) de la calotte glaciaire arctique en raison des changements climatiques accélérés par les activités humaines.

"Une incidence sur la carte du Groenland"

"Le soulèvement des terres que nous observons au Groenland ces dernières années ne peut s'expliquer uniquement par l'évolution naturelle de l'ère post-glaciaire. Le Groenland se soulève beaucoup plus", conclut dans le communiqué Shfaqat Abbas Khan, professeur à DTU Space et coauteur de la nouvelle étude.

"Ce sont des soulèvements de terrain très importants que nous pouvons maintenant démontrer", détaille Danjal Longfors Berg, premier auteur de l'étude. Et de souligner : "Ceux-ci ont [notamment] une incidence sur la carte du Groenland, car de nouvelles terres émergent de la mer, donnant naissance à de nouvelles petites îles au fil du temps."



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

- Annaba
  3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
  Mob. :
  (0662) 18.41.81
  Fax :
  (038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
  6, rue Capitaine Si Abdallah
  15 000
  Tizi Ouzou
  Tél. :
  (026) 22.95.62
  Fax : (026) 22.95.62
- Constantine
  Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
  Constantine
  Tél-Fax :
  (031) 66.32.64
- Bejaïa
  Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
  Bureau N° 10
  N° Tél :
  034-12-66-21
  Email : ljibejaia@yahoo.fr
- TipasaB.P. 66-A
  42 000 Tipasa
  Tél. :
  (024) 43.60.26

© 1990-2024

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.



Comment éviter que bébé n'attrape la bronchiolite ?

La salive, les éternuements, la toux et les mains peuvent transmettre le virus de la bronchiolite au nourrisson. Voici des conseils simples pour réduire le risque de contamination.

La bronchiolite débute par un simple rhume viral, souvent transmis par les personnes proches du bébé par la salive, la toux ou les éternuements.
Ce rhume dégénère, et entraîne ensuite une gêne respiratoire importante accompagnée d'une toux grasse et d'une difficulté à s'alimenter. Une fièvre relativement modérée et une fatigue font aussi partie des symptômes de la bronchiolite qui survient en automne et en hiver de façon épidémique.
Cette maladie des bronches provoquée par le Virus Respiratoire Syncytial (VRS) est plutôt bénigne. Néanmoins, elle est très contagieuse et touche près de 30 % des bébés. Des gestes simples peuvent limiter la contamination des nourrissons et leur permettre de passer l'hiver sans difficulté.

Bronchiolite bébé : symptômes, consulter ou pas ?
EPIDEMIE BRONCHIOLITE. L'épidémie de bronchiolite est précoce cette année avec des services d'Urgences déjà saturés. Symptômes, durée, quand aller aux Urgences (ou pas), quand voir un médecin (ou pas) : infos pratiques.

En prévention :
Se laver les mains avec du savon avant de s'occuper du nourrisson. Le lavage des mains doit se faire plusieurs fois dans la journée et durer au moins 30 secondes pour être efficace.
Eviter les lieux publics confinés et très fréquentés tels que le métro ou les centres commerciaux (risque de contact avec des personnes enrhumées).
-Ne pas partager les biberons, sucettes ou couverts non nettoyés
-Laver régulièrement les jouets et les doudous
-Eviter les lieux enfumés qui irritent les voies aériennes de l'enfant.
-Ne pas fumer à côté des bébés et enfants.
-Aérer chaque jour la chambre du nourrisson en moyenne 10-15 minutes et maintenir à une température de 19°C.
-Eviter d'embrasser l'enfant lorsqu'on a un rhume et si besoin, porter un masque chirurgical avant de s'occuper de bébé.
-Si l'enfant est malade et que vous souhaitez consulter, prévenez votre médecin avant de vous rendre dans sa salle d'attente (il est préférable d'éviter de contaminer d'autres enfants).

Lorsque l'enfant est malade :
-Nettoyer le nez du nourrisson avec du sérum physiologique au moins six fois par jour, particulièrement avant de lui donner à boire ou à manger
-Lui proposer régulièrement à boire pour éviter les risques de déshydratation.
N'hésitez pas également à fractionner ses repas en lui donnant à manger plus souvent, en plus petites quantités.
En cas de gêne respiratoire et de difficultés à s'alimenter, consulter le médecin rapidement.
-Suivre à la lettre le traitement du médecin.
-Surélever le matelas de bébé pour l'aider à mieux respirer.
-Ne jamais fumer près de votre enfant.
Dans la plupart des cas, la bronchiolite est soignée en 5 à 10 jours mais la toux peut persister pendant 4 semaines.

Angine : virale, bactérienne, symptômes, contagieux ?



MAL DE GORGE, fièvre, toux, douleurs lorsqu'on avale... Il s'agit peut-être d'une angine. Celle-ci peut-être bactérienne, virale, rouge ou blanche. Pour le savoir, il faut réaliser un test rapide (trod). Quels sont les symptômes ? Est-ce contagieux ? Quelle durée ? Comment la soigner ? L'essentiel.
L'angine correspond à une inflammation des amygdales (les deux amygdales sont situées au fond de la gorge) Chaque année, 9 millions d'angines sont diagnostiquées. L'angine peut être rouge ou blanche selon l'aspect et la couleur des amygdales.
Elle peut être soit virale (due à un virus), soit bactérienne (dur à une bactérie, le plus souvent un streptocoque). Il est important de bien faire la distinction entre l'angine virale et bactérienne lors du diagnostic car le traitement est différent. Pour cela, le médecin pratique un test de diagnostic rapide (TROD angine).
Définition : qu'appelle-t-on une angine ? L'angine désigne une inflammation des amygdales et du pharynx. La plupart du temps sans gravité, elle peut toucher n'importe quel individu, dès l'âge de 2 ans. Les amygdales se développent pendant la seconde année et jouent un rôle dans la lutte contre les infections. Il s'agit du premier barrage aux virus et aux bactéries. Elles sont au nombre de deux et sont localisées dans le fond de la gorge. L'angine se caractérise par des douleurs au niveau de la gorge et par de la fièvre. Elle est souvent associée à d'autres symptômes comme une toux ou des troubles digestifs.

Angine ou Covid : symptômes, toux, comment savoir ?
L'angine, blanche ou rouge, peut entraîner certains symptômes similaires au Covid (même Omicron). Pour autant, les deux maladies ont aussi de grosses différences. Fièvre, toux, mal de gorge... Comment savoir et faire la différence entre les deux ? Quand consulter ? Eclairage du Dr Maïlys Ducours.

Virale ou bactérienne : quels sont les deux types d'angine ?
Il existe deux types d'angine :
L'angine bactérienne, due à une bactérie, le plus souvent un streptocoque.
L'angine virale, due à un virus (adénovirus, entérovirus, virus d'Epstein-Barr, virus de l'herpès...). L'angine virale est la plus fréquente : 75% des angines sont virales chez les enfants et près de 90% des angines sont virales chez les adultes.
Qu'elle soit virale ou bactérienne, l'angine peut être rouge ou blanche en fonction de la couleur des amygdales lors de l'inflammation.

Quelle est la durée d'une angine ?
"Dans les deux cas, il faut compter une dizaine de jours jusqu'à guérison complète" précise notre spécialiste.

Quand consulter en cas de symptômes évocateurs d'une angine ?
"Face aux symptômes d'une angine, il est préférable de consulter un médecin de manière à déterminer avec certitude, grâce au test, de quel type d'angine il s'agit et ainsi obtenir un traitement adapté" conseille le Docteur Handschuh. De plus, si le mal de gorge s'accompagne d'une fièvre de plus de 38,5°C pendant plus de 24 heures, ou s'il n'y a pas de fièvre mais que la douleur persiste pendant plus de 48 h sans amélioration, la visite chez le médecin s'impose.

Quel est le traitement pour guérir d'une angine ?
Dans le cas d'une angine virale, il faudra simplement faire preuve de patience, comme lors d'un rhume. Des antalgiques permettront néanmoins de soulager la douleur, notamment ressentie à la déglutition.
S'il s'agit d'une angine bactérienne, un traitement par antibiotique est nécessaire pour guérir rapidement. C'est le seul cas où les antibiotiques sont indiqués : ils sont inefficaces en cas d'angine virale. Au contraire, leur utilisation abusive ne ferait que renforcer la résistance des bactéries aux antibiotiques ! En outre, il ne faut pas piocher dans sa pharmacie une boîte d'antibiotiques prescrite il y a quelques mois. Les antibiotiques ne doivent jamais être pris sans prescription ! De même, l'automédication n'est jamais anodine : l'identification du type d'angine est primordiale, Dans le cas d'une angine bactérienne, ces médicaments peuvent s'avérer dangereux et provoquer des abcès de la gorge. En revanche, si on a la certitude que l'angine est virale, on peut donner des anti-inflammatoires stéroïdiens (type cortisone)."









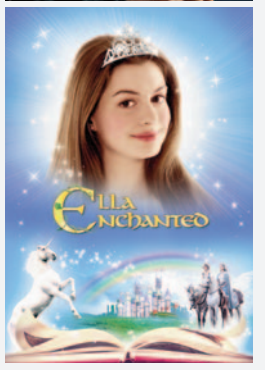


JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Série policière - États-Unis — TF1
Esprits criminels

22h00 Série humoristique France - — France 2
Fais pas ci, fais pas ça

20h55 Divertissement - 2024 — M6
La France a un incroyable talent

21h15 Divertissement - Le monde — CANAL+
Magique de Jérôme Commandeur

21h00 Magazine de société — W9
France
Minute par minute

21h00 Film de science-fiction — CINE+ FRISSON
États-Unis - 2017
Life : origine inconnue

20h50 Film fantastique — 6ter
Etats-Unis - 2016
S.O.S. Fantômes

21h00 Film policier Etats-Unis - 2023 — CINE+ PREMIER
Mystère à Venise

21h19 Magazine de découvertes/ Paris CDG : — C8
le plus grand aéroport d'Europe

21h10 Cinéma Grande-Bretagne - 2023 — CINE+ CINEMA
Une vie

20h55 Comédie — CINE+ FAMIZ
Etats-Unis - 2004
Ella au pays enchanté

21h00 Comédie — TMC
France - 2023
Un stupéfiant Noël

20h00 la chaine CANAL+ SERIES



Téléfilm de science-fiction
Etats-Unis -2023

57 Seconds

Franklin, un jeune blogueur parvient, à assister à une conférence privée organisée par Anton Burrell, un expert reconnu dans les nouvelles technologies. Ce dernier a mis au point un bracelet permettant de contrôler et prévenir les pathologies de chaque être humain. Lors de la conférence, Franklin parvient à empêcher un attentat contre Burrell. Il récupère une bague que ce dernier a laissé tomber sur le sol. Le jeune homme découvre que cet anneau permet de voyager dans le temps en revenant 57 secondes dans le passé.

23h00

Société - France - 2023
Saison 1

Hobbies

David et son fils Mateo (7 ans) partagent la même passion : la colombophilie. Ensemble, dans leur propriété, ils élèvent, soignent et font concourir une centaine de pigeons voyageurs dans le Nord de la France. Une histoire d'amour et de transmission.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	
05:56	12:26	14:57	17:15	18:45	

CONSTANTINE				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:00	12:30	15:03	17:21	18:51

ALGER				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:13	12:45	15:18	17:36	19:05

OUARGLA				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
05:59	12:36	15:19	17:37	19:02

CHLEF				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:20	12:51	15:25	17:43	19:12

MOSTAGANEM				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:25	12:56	15:30	17:48	19:17

ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
06:28	12:59	15:34	17:52	19:21

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 8069 – MERCREDI 18 DÉCEMBRE 2024

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	18°	8°
Oran	19°	6°
Constantine	16°	0°
Ouargla	16°	2°

ESPAGNE

Le Sénat retarde l'abolition du programme Golden Visa

Le programme controversé de Golden Visa en Espagne dont les Algériens sont concernés, semblait destiné à disparaître après que le Congrès espagnol eut approuvé en novembre 2024 un projet de loi visant à le supprimer. Initialement, il était prévu que cette interdiction entre en vigueur dès janvier 2025. Cependant, un récent veto du Sénat a retardé cette décision, laissant planer le doute sur le sort définitif du programme.



Le doute plane sur le sort du programme.

Lors d'une audience le 2 décembre, le Sénat espagnol, dominé par le parti de centre-droit Partido Popular (PP), a opposé son veto à l'interdiction, renvoyant ainsi le projet de loi au Congrès pour une révision. Malgré ce revers, le Congrès, dominé quant à lui par le gouvernement de coalition de Pedro Sánchez (Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE) et Unidas Podemos, conserve le pouvoir de contourner ce veto. Une ratification pourrait intervenir lors des prochaines sessions plénières de décembre, rendant une interdiction effective à partir d'avril 2025.

Le veto du Sénat repose sur des critiques concernant la méthode législative employée. Le PP accuse le gouvernement de présenter un texte confus, mêlant des mesures sur les procès accélérés pour squats illégaux et l'interdiction du Golden Visa dans un même projet de loi. Cette approche a été qualifiée de « mélange disparate d'amendements non coordonnés ».

UNE EXPLOSION DES DEMANDES AVANT LA POTENTIELLE INTERDICTION

Depuis l'annonce de l'interdiction en avril 2024, les demandes de Golden Visas ont bondi. Entre avril et octobre, les approbations mensuelles sont passées de 69 à 95, portant le total annuel à 780 visas accordés à fin octobre, dont 573 depuis l'annonce de l'abolition.

Les chiffres globaux montrent une augmentation spectaculaire ces dernières années. De moins de 1 000 visas par an entre 2013 et 2021, les approbations ont dépassé 2 000 en 2022 et 3 200 en 2023. Les investisseurs chinois restent les principaux bénéficiaires, avec plus de 3 300 visas obtenus depuis 2013, suivis des Russes (3 100) et des Britanniques (1 000). Cependant, en termes d'investissements financiers, les États-Unis dominent avec 1,6 milliard d'euros injectés dans l'économie espagnole entre 2018 et 2022, contre 768 millions d'euros pour la Chine.

Le Golden Visa espagnol permet aux investisseurs étrangers d'obtenir la résidence en échange d'investissements tels que ; 500 000 € en immobilier, 2 millions d'euros en obligations d'État, ou 1 million d'euros en actions d'entreprises espagnoles.

Bien que ce programme ait attiré des capitaux étrangers, il est aussi accusé d'aggraver la crise du logement en Espagne. La Banque d'Espagne estime que 600 000 logements devraient être construits chaque année pour répondre à la demande, mais seuls 90 000 sont actuellement prévus. Près de 94 % des demandes de Golden Visa passent par des investissements immobiliers, alimentant une hausse des prix et des loyers.

En outre, les bénéficiaires de ce visa ne sont pas tenus de vivre en Espagne, ne devant y passer qu'un jour par an pour conserver leur statut. Cela limite l'impact économique positif des investisseurs, une critique souvent soulevée par les opposants au programme.

LA PRESSION DE L'UE ET LA DISPARITION PROGRESSIVE DES GOLDEN VISAS

En 2022, la Commission européenne a appelé les États membres à cesser de vendre la résidence ou la citoyenneté via des programmes similaires, invoquant des risques liés au blanchiment d'argent, à l'évasion fiscale et à la sécurité. En réponse, plusieurs pays ont supprimé leurs programmes, Irlande (février 2023), Portugal (2023), Pays-Bas (janvier 2024).

Malgré cela, certains pays continuent d'offrir des opportunités pour les investisseurs étrangers. Par exemple, Malte propose un passeport doré en 12 à 36 mois contre un investissement d'environ 700 000 €, tandis que l'Italie, la Grèce et la Hongrie maintiennent leurs programmes actifs.

Bien que le Sénat ait temporairement bloqué l'interdiction, l'avenir du programme reste incertain. Si le Congrès parvient à contourner le veto, l'Espagne pourrait rejoindre la liste croissante des pays mettant fin à ces dispositifs controversés. Pour l'instant, les investisseurs intéressés disposent encore d'une fenêtre d'opportunité, mais celle-ci pourrait se refermer dès 2025.

Madjda Khalef

TIZI OUZOU

Saisie de 10 tonnes de viande impropre à la consommation

LES SERVICES de l'inspection vétérinaire de la wilaya de Tizi Ouzou ont saisi, avant-hier, et détruit pas moins de 10 tonnes de viande bovine jugée impropre à la consommation, ont annoncé les services de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya Ces mêmes services ont précisé que la viande saisie a été enterrée dans un site conforme aux normes sanitaires. Par ailleurs, la DSA a indiqué que cette viande a été découverte dans les entrepôts de la Société algérienne de régulation des produits agricoles (Serpa), situés à Tala Athmane, dans la commune de Tizi Ouzou, lors d'une inspection vétérinaire.

Il s'agit plus précisément de viande dite « sous vide » en provenance des abattoirs de Tamanrasset. Il convient également de souligner que la DSA a précisé qu'aucune quantité de cette cargaison n'a été distribuée aux collectivités ou aux résidences universitaires, contrairement à ce qui a été relayé sur les réseaux sociaux. Selon cette désinformation, la saisie de viande impropre à la consommation aurait eu lieu au niveau d'une résidence universitaire.

Selon la version du coordinateur des résidences universitaires, Kamel Daoud, le contrat liant les œuvres universitaires à la Serpa, principal fournisseur de viande rouge, a pris fin depuis quelque temps. Dans l'attente de son renouvellement, « seuls la viande blanche et le poisson sont à l'ordre du jour des repas servis aux étudiants », pour éviter toute intoxication alimentaire.

De notre bureau, Saïd Tissegouine



RÉALISATION DE 100 LOGEMENTS LPL À AÏN TÉMOUCHENT

Le wali pose la première pierre

LE WALI d'Aïn Témouchent, Mabrouk Ouled Abdennabi, a procédé hier à la pose de la première pierre d'un projet de 100 logements publics locatifs (LPL). Ce programme a été lancé dans toutes les communes de la wilaya. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de la wilaya. Dans le cadre de la concrétisation des programmes de logements attribués à la wilaya d'Aïn Témouchent pour les années 2023 et 2024, ainsi que du programme complémentaire pour l'année 2024, le wali Mabrouk Ouled Abdennabi a supervisé, hier, la pose de la première pierre de ce projet, en présence du président de l'Assemblée populaire nationale, a précisé la même source. Le wali a souligné la nécessité de finaliser le projet dans le respect des délais, tout en garantissant la qualité, afin de répondre aux besoins des citoyens. Au cours de cette visite de terrain dédiée au secteur du logement, le wali a inspecté un autre projet de 160 logements promotionnels libres destiné au promoteur immobilier, à la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance, ainsi que des projets d'habitat situés à l'entrée de la ville d'Aïn Témouchent. Il convient de noter que ce programme de logements comprend 2 900 logements publics locatifs, répartis à travers les communes de la wilaya, et fera l'objet d'un suivi strict de la part du wali, selon la wilaya. Pour rappel, la direction de l'Habitat d'Aïn Témouchent a indiqué, dimanche dernier, que le directeur s'est rendu sur le terrain pour relancer des projets, après avoir levé les obstacles administratifs qui freinaient leur avancement. Il s'agit de 50 logements promotionnels aidés (LPA, nouvelle formule) dans la ville d'El-Malah ainsi que d'un projet de 50 logements promotionnels aidés dans la commune de Chaâbat El-Leham, situés respectivement à 12 et 5 km d'Aïn Témouchent. La même source a fait savoir que les promoteurs immobiliers ont été instruits de finaliser les démarches administratives et de respecter les délais de réalisation, tout en garantissant la qualité de la mise en œuvre, conformément aux normes requises et en améliorant le suivi des projets par les différents services techniques. Cette visite de terrain a pour objectif de rassurer les bénéficiaires de ces projets en leur assurant que la direction s'engage à atteindre ses objectifs dans les plus brefs délais, a conclu le communiqué.

Brahim Mazi